

AVEC LA PARTICIPATION
DE PLUS DE 700 EXPOSANTS

Tebboune inaugure la 33^e Foire de la production algérienne

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé, jeudi après-midi, à l'inauguration officielle de la 33^e édition de la Foire de la production algérienne (FPA), au Palais des expositions des Pins maritimes (Safex) à Alger. Ce rendez-vous économique majeur s'impose, cette année encore, comme un véritable baromètre du dynamisme industriel national. Organisée sur une durée de dix jours, du 18 au 27 décembre, cette édition réunit pas moins de 786 exposants représentant l'ensemble des filières productives du pays. P 3



RÉFORME DU SYSTÈME
FINANCIER LOCAL

Une feuille de route en cours d'élaboration

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a souligné que le renforcement de la gouvernance locale et l'instauration d'une administration territoriale capable de répondre efficacement aux besoins des citoyens s'inscrivent au cœur des réformes continues que l'Etat s'attèle à concrétiser, en annonçant qu'une feuille de route est en cours d'élaboration concernant la réforme du système financier local.

P 2

NOUVELLES RÈGLES DU
DROIT DE CHANGE

La Banque d'Algérie rassure les citoyens

La Banque d'Algérie a récemment adressé une note aux établissements bancaires, précisant les nouvelles modalités d'octroi du droit de change pour les voyages à l'étranger. Conditionnant désormais ce droit à la détention d'un compte bancaire et au paiement du montant en dinars par des moyens scripturaux, ces mesures ont suscité interrogations et débats au sein de l'opinion publique. L'institution monétaire a toutefois tenu à souligner que ces ajustements visent avant tout à garantir que le droit de change profite réellement au voyageur, dans un cadre transparent et sécurisé.

P 5

DÉVELOPPEMENT DE
L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

Nécessaire intégration de l'IA

Le professeur et chercheur algérien, Elias Zerhouni, a mis l'accent jeudi à l'université Mohamed-Khider de Biskra sur "la nécessaire intégration de l'intelligence artificielle (IA) aux efforts de développement de l'enseignement supérieur pour parvenir un progrès global du pays".

P 2

ORGANISATION DES PAYS AFRICAINS
PRODUCTEURS DE PÉTROLE

L'Algérien Farid Ghezali installé dans ses nouvelles fonctions

 P 4

SOUSCRIPTION DE LA DÉCLARATION
MENSUELLE G50

Ouverture exceptionnelle des recettes des impôts aujourd'hui

 P 5

LE 9^E SALON DE L'AGRICULTURE
SAHARIENNE À EL-OUED

Nécessité de renforcer l'accompagnement technique des agriculteurs

 P 6

DÉVELOPPEMENT DE
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
**Nécessaire
intégration de l'IA**

Le professeur et chercheur algérien, Elias Zerhouni, a mis l'accent jeudi à l'université Mohamed-Khider de Biskra sur "la nécessaire intégration de l'intelligence artificielle (IA) aux efforts de développement de l'enseignement supérieur pour parvenir un progrès global du pays". Dans une déclaration à la presse en marge de sa conférence sur "les leçons d'un parcours scientifique", le chercheur a affirmé "avoir relevé, au cours de sa rencontre avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, une forte volonté à assurer aux étudiants universitaires une formation de haut niveau qui réalise au pays le progrès voulu", estimant que "le recours à l'intelligence artificielle permet d'opérer un changement global au sein des universitaires du pays". Il a ajouté que l'enseignement particulièrement l'enseignement supérieur "constitue une véritable locomotive pour parvenir un bond qualitatif dans les divers secteurs", exprimant son vœu de consacrer son expérience dans le domaine technologique pour apporter un plus à cette démarche à travers son projet lié à l'intelligence artificielle. Dans sa conférence, le professeur a évoqué nombre d'aspect de son long parcours scientifique à l'intérieur et à l'extérieur de l'Algérie parvenant à occuper une place distinguée au sein des universités du monde dans le domaine de la médecine en combinant les sciences physiques, la biologie et l'informatique. Il a également affirmé à l'adresse des étudiants que "pour réussir, il faut faire montre de sérieux, de persévérance, de confiance en soi pour briser les frontières entre les sciences et relier les connaissances scientifiques de la spécialité avec celles des autres sciences". Le professeur Elias Zerhouni est arrivé à Biskra en compagnie du professeur Mohamed-Khider de Biskra en tant qu'un des plus éminents chercheurs et scientifiques algériens mondialement connu dans le domaine de la radiologie et la recherche médicale.

RÉFORME DU SYSTÈME FINANCIER LOCAL

Une feuille de route en cours d'élaboration

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a souligné que le renforcement de la gouvernance locale et l'instauration d'une administration territoriale capable de répondre efficacement aux besoins des citoyens s'inscrivent au cœur des réformes continues que l'Etat s'attèle à concrétiser, en annonçant qu'une feuille de route est en cours d'élaboration concernant la réforme du système financier local.

Synthèse S R.

Répondant aux préoccupations des membres du Conseil de la nation concernant le projet de loi relatif à l'organisation territoriale du pays, M. Sayoud a affirmé que «le renforcement de la gouvernance locale, la réalisation d'une répartition équilibrée et cohérente des unités administratives et la prise en charge des besoins des citoyens constituent une démarche importante qui s'inscrit au cœur des réformes continues de l'Etat algérien, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune». Cette démarche fait partie des engagements du président de la République dans le cadre de «la vision stratégique de poursuivre les efforts visant à corriger les déséquilibres territoriaux et à créer des collectivités locales reposant sur des bases solides et réalistes et sur des critères objectifs et pointus», a-t-il précisé. Et d'ajouter que son secteur s'attèle à «élaborer une feuille de route pour la réforme

du système financier local en vue de permettre aux collectivités locales de mobiliser leurs propres ressources, sans dépendance excessive aux allocations et transferts du budget de l'Etat, susceptibles de réduire leur autonomie». Concernant les critères de découpage administratif, le ministre a rappelé que les wilayas du Sud «détiennent la part du lion dans ce découpage», indiquant que l'objectif est de «résorber les distances et de permettre aux autorités locales de mieux maîtriser la gestion des affaires publiques», soulignant que l'opération «se poursuivra pour englober d'autres régions du pays si nécessaire, et à chaque fois que les conditions du découpage sont réunies». Dans le but d'améliorer la gestion des affaires locales, M. Sayoud a estimé nécessaire «la révision du découpage administratif des communes, une question qui sera étudiée prochainement», précisant à ce propos que «la réussite de toute stratégie demeure tributaire de la disponibilité des moyens nécessaires».

Pour le ministre, la promulgation des lois relatives à la commune et à la wilaya représente «une étape stratégique majeure visant à renforcer la décentralisation et à dynamiser la participation des citoyens à la gestion de leurs affaires locales, notamment à travers les nouveaux mécanismes proposés en matière d'élargissement des prérogatives des élus». A cette occasion, M. Sayoud a salué «le travail et les efforts des élus qui ont permis d'éviter toute situation de blocage durant leur mandat, et ont démontré leur capacité à gérer les affaires locales», les appelant à «redoubler d'efforts au service du citoyen et à faire face aux problèmes auxquels il est confronté». Par ailleurs, le ministre a révélé que le phénomène de la migration clandestine «a reculé grâce aux efforts considérables déployés par les unités de l'Armée nationale populaire (ANP) et les services de sécurité qui veillent à garantir la sécurité et l'intégrité territoriale du pays».

MINISTÈRE DE LA POSTE

Lancement d'un nouveau portail numérique pour la prise en charge des doléances des citoyens

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a lancé jeudi un communiqué du ministère. "Dans le cadre du renforcement des canaux de communication avec les citoyens ainsi que de la qualité des services publics, le ministère de la Poste et des Télécommunications,

met à la disposition des citoyens le portail "Insat", dédié à la prise en charge de leurs doléances, accessible via le lien suivant : <https://insat.mpt.gov.dz>", précise la même source. Le portail vise à "permettre aux citoyens de déposer leurs réclamations, suggestions et demandes

d'audience relatives aux services postaux et aux télécommunications électroniques, de manière simple et sécurisée, tout en garantissant leur traitement dans des délais raisonnables et avec une plus grande transparence", ajoute le ministère.

DÉDIÉE À L'ACTION BÉNÉVOLE

Lancement de la plateforme numérique “Moubadir”

Par R E

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a annoncé, jeudi à Alger, le lancement de la plateforme numérique "Moubadir" dédiée à l'action bénévole, visant à renforcer la culture du bénévolat et à unifier les efforts et les initiatives locales pour une action bénévole professionnelle et durable. Dans son allocution à la clôture des travaux du Forum sur l'action bénévole des jeunes algériens, organisé à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du

bénévolat, en présence d'acteurs de l'action bénévole et de diverses associations, M. Hidaoui a souligné que cette plateforme vise à promouvoir les différentes initiatives bénévoles, de même qu'elle constitue un espace de rencontre entre initiateurs et partenaires. Il a ajouté que cette plateforme permet aux bénévoles d'explorer les opportunités de volontariat dans divers secteurs, en veillant à encourager les initiatives et à promouvoir les partenariats pour une action bénévole contribuant au développement de la société. Pour le ministre, "l'organisation de ce Forum intervient en concrétisation de la

vision du Conseil supérieur de la jeunesse (2023-2033) dans son volet relatif à l'ancrage des valeurs du bénévolat et de citoyenneté chez les jeunes, car il s'agit d'un espace consultatif unissant les différentes catégories de jeunes et les associations juvéniles activant dans ce domaine". Lors d'une séance de dialogue intitulée "l'action bénévole en Algérie: vers une vision citoyenne commune", avec la participation de Mme Salima Souakri, présidente d'une fondation caritative, M. Hidaoui a affirmé que l'Algérie aspire à créer une initiative caritative innovante et nouvelle, et à l'encourager à travers les

différents espaces au niveau national. Il a mis en avant l'importance de la structuration et de l'organisation de l'action bénévole pour ancrer la culture d'initiative chez les jeunes, renforcer l'esprit de citoyenneté et de solidarité, et ce à travers la création d'espaces pour l'action caritative avec la garantie de l'effet durable et constant de ces initiatives. Pour sa part, Mme Souakri a appelé à encourager les jeunes à adhérer massivement à l'action bénévole, soulignant l'importance des plateformes numériques dans l'adhésion des jeunes issus des différentes villes et localités à ce créneau.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AVEC LA PARTICIPATION DE PLUS DE 700 EXPOSANTS

Tebboune inaugure la 33^e Foire de la production algérienne

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé, jeudi après-midi, à l'inauguration officielle de la 33e édition de la Foire de la production algérienne (FPA), au Palais des expositions des Pins maritimes (Safex) à Alger. Ce rendez-vous économique majeur s'impose, cette année encore, comme un véritable baromètre du dynamisme industriel national. Organisée sur une durée de dix jours, du 18 au 27 décembre, cette édition réunit pas moins de 786 exposants représentant l'ensemble des filières productives du pays.

Par Adem A.

Placée sous le slogan « L'Algérie fabrique son avenir », la Foire de la production algérienne s'étend sur une superficie globale de plus de 40 000 m², soit presque le double de celle des précédentes éditions. Cette montée en puissance significative est confirmée par le nombre de participants, avec 603 exposants en 2023 et 565 en 2022, ce qui témoigne de l'élargissement du tissu industriel et de l'intérêt croissant des opérateurs économiques pour cette vitrine nationale. À cette occasion, le chef de l'État a inauguré le nouveau pavillon d'exposition baptisé « Pavillon de la Palestine », un espace symbolique et structurant au sein du complexe de la SAFEX. Il a suivi, à ce titre, des explications détaillées présentées par le directeur général de la Société algérienne des foires et exportations, Karim Boukadoum, sur les caractéristiques techniques et les objectifs de ce nouveau pavillon. Le président de la République a également écouté un exposé de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, portant sur la répartition du tissu économique national, le bilan des opérateurs activant dans la production de biens et de services, ainsi que sur la participation sectorielle des entreprises à cette édition, marquée par une forte diversité industrielle. La FPA 2025 se distingue en effet par une présence équilibrée de l'ensemble des secteurs stratégiques. Les industries mécaniques, sidérurgiques et de l'acier occupent à elles seules plus de 7 200 m², tandis que les industries électriques, élec-

troniques et électroménagères s'étendent sur près de 7 800 m². Le secteur agroalimentaire, agricole et de l'emballage confirme également son poids avec plus de 5 700 m² d'exposition, reflétant son rôle central dans la sécurité alimentaire. Les industries militaires disposent de plus de 3 100 m², alors que le bâtiment et les travaux publics couvrent plus de 3 200 m². Les industries traditionnelles, les services, les start-ups et les espaces de vente complètent ce panorama, avec une attention particulière portée à l'innovation, matérialisée par la participation de 80 start-ups occupant près de 830 m². Entamant sa visite des stands, le président de la République s'est rendu au pavillon du ministère de la Défense nationale, où il a pris connaissance des avancées réalisées dans l'industrie militaire, notamment dans la fabrication de véhicules de combat, de systèmes d'armement et de drones. Il a visité le stand de l'Établissement de construction mécanique de Khenchela, spécialisé dans les armes légères, où lui ont été présentés plusieurs produits, dont le fusil à pompe semi-automatique, considéré comme l'un des fleurons de l'industrie militaire nationale. Le chef de l'État s'est ensuite arrêté au stand de la Base centrale logistique de la 1^{re} Région militaire, où des éclairages lui ont été apportés sur la chaîne de fabrication des batteries et les technologies développées dans le domaine de l'énergie, avant de s'enquérir, au stand de l'Établissement de rénovation des matériels automobiles, des progrès réalisés dans la production de chambres froides, une activité en plein essor visant l'autosuffisance. Poursuivant sa tournée, le président Teb-

boune a visité le stand du secteur de l'industrie pharmaceutique, où il a reçu des explications sur les activités du groupe LDM et sur la nouvelle usine dédiée à la production de traitements hormonaux. Cette unité, la cinquième de ce type à l'échelle mondiale, produit notamment des médicaments antithyroïdiens dans le cadre d'un partenariat algéro-allemand, illustrant la montée en gamme de l'industrie pharmaceutique nationale. Il s'est également rendu au stand du Centre national de recherche en biotechnologie de Constantine, où un exposé lui a été présenté sur les contributions du centre à l'agriculture, notamment à travers le développement de l'agriculture tubulaire ayant permis l'introduction de nouvelles cultures, ainsi que sur son rôle dans la formation et la santé. Au stand du groupe Giplait, leader de l'industrie du lait et des produits laitiers, le président de la République s'est enquis des nouveaux produits et des réalisations accomplies par le groupe, dont la stratégie s'inscrit pleinement dans les orientations des hautes autorités du pays visant la valorisation de la production nationale. Sa visite s'est poursuivie au stand du groupe agro-industriel AGRODIV, marqué par une expansion soutenue et l'entrée en exploitation de nouvelles unités, avant de se rendre au stand du groupe sidérurgique Tosyali-Algérie, où des explications lui ont été fournies sur les projets structurants lancés notamment à Gara Djebilet et Béchar. La tournée s'est achevée au stand du groupe CERAM DECOR, spécialisé dans la céramique, qui emploie plus de 2 000 travailleurs et exporte ses produits vers plus de 25 pays.

COMMERCE

Plus de 2,4 millions d'opérateurs en activité

Par R E.

Le nombre total des opérateurs économiques inscrits au registre du commerce a dépassé 2,4 millions, a révélé, jeudi à Alger, la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif. Présentant un exposé devant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de l'inauguration de la 33e édition de la Foire de la production algérienne (FPA) au Palais des expositions, Mme Abdellatif a expliqué que le nombre total des inscrits au registre du commerce s'élève à 2.419.913 opérateurs au

10 décembre courant, répartis entre 2.145.557 personnes physiques (89 % du total des inscrits) et 274.356 personnes morales (entreprises). Concernant la répartition des opérateurs économiques par secteur d'activité, les données présentées par la ministre révèlent que 42,11 % exercent dans le commerce de détail (1.092.176 commerçants), 37,6 % dans les services (975.346 opérateurs) et 14,45 % dans la production de services et de biens (374.748 opérateurs), contre 4,45 % dans le commerce de gros (115.423), 0,90 % dans l'importation pour la revente en l'état (23.243), 0,31 % dans l'exportation (8.111) et 0,18 % dans la production artisanale (4.666).

Evoquant le développement des entreprises de production ces cinq dernières années, Mme Abdellatif a souligné que leur nombre a augmenté de plus de 36.000 opérateurs économiques, passant de 338.039 en 2020 à 374.748 début décembre en cours (+10 %), dont 275.429 sont des personnes physiques (73 % du nombre total) et 99.319 sont des personnes morales (27 %). Selon les mêmes données, plus de 50 % des opérateurs actifs dans la production de biens et de services sont concentrés dans dix (10) wilayas, à savoir, Alger, Oran, Tizi Ouzou, Sétif, Bejaïa, Constantine, Blida, Boumerdès, Batna et Bordj Bou Arreridj.

FPA 2025 Le Groupe Télécom Algérie au rendez-vous

Sous le haut patronage de Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national organise la 33e édition de la Foire de la Production Algérienne (FPA 2025), qui se tiendra du 18 au 27 décembre 2025, au Palais des Expositions des Pins Maritimes à Alger, sous le slogan « L'Algérie bâtit son avenir ». À cette occasion, le Groupe Télécom Algérie (GTA) annonce avec fierté sa participation à cet événement économique majeur, véritable vitrine de la production nationale et des secteurs stratégiques contribuant au développement économique du pays. Installé au nouveau chapiteau central, le Groupe Télécom Algérie, accompagné de ses filiales Algérie Télécom, ATM Mobilis, Algérie Télécom Satellite et ATE, mettra en avant le lancement de la 5G avec sa filiale ATM Mobilis et présentera également un large éventail de solutions et services numériques innovants, destinés à accompagner la transformation digitale et à répondre aux besoins croissants des entreprises, des institutions et des citoyens. À travers sa présence à la FPA 2025, le Groupe Télécom Algérie réaffirme son rôle d'acteur clé des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication, en contribuant activement à la modernisation des infrastructures numériques et au renforcement de la compétitivité de l'économie nationale. En s'inscrivant pleinement dans la dynamique impulsée par les pouvoirs publics, le Groupe confirme son engagement à soutenir l'innovation, à promouvoir un écosystème numérique national performant et à participer à la construction d'une Algérie moderne, souveraine et tournée vers l'avenir.

TRANSPORT DE MARCHANDISES "CNAN El Djazair" étend sa ligne maritime entre l'Algérie et la Croatie pour inclure la Slovénie

Le Groupe algérien de transport maritime (GATMA), a annoncé, dans un communiqué, que sa filiale spécialisée dans le transport de marchandises, "CNAN El-Djazair", a procédé à l'extension de la ligne maritime commerciale reliant l'Algérie à la Croatie pour inclure le port de Koper en Slovénie. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du soutien aux échanges commerciaux, du renforcement des liaisons maritimes avec les ports européens et de la mise à disposition de solutions de transport efficaces au profit des opérateurs économiques, ajoute la même source.

LG ELECTRONICS ALGÉRIE

Déjeuner de fin d’année en l’honneur des médias

LG Electronics Algeria a organisé, ce mercredi, un déjeuner de fin d’année en l’honneur des médias et journalistes, en guise de reconnaissance pour leur engagement, leur professionnalisme et leur rôle clé dans la valorisation de l’information et de l’innovation tout au long de l’année. Cet événement a réuni les représentants des médias et l’équipe de LG dans un cadre propice aux échanges. Cette rencontre privilégiée reflète la volonté de la marque de renforcer des relations durables et transparentes avec les journalistes, partenaires essentiels dans le suivi de sa trajectoire en Algérie. Dans une ambiance conviviale et chaleureuse, ce déjeuner a permis d’échanger autour des temps forts de l’année écoulée, des réalisations majeures de LG ainsi que des perspectives à venir, notamment en matière d’innovation, de technologies intelligentes et de proximité avec les consommateurs algériens. « Ce déjeuner est avant tout un moment de reconnaissance envers les journalistes qui accompagnent LG tout au long de l’année. Leur regard, leur exigence et leur professionnalisme contribuent pleinement à la visibilité et à la compréhension de nos innovations sur le marché algérien », a déclaré Nadia Bourega, Responsable du marketing digital et des relations publiques chez LG Electronics Algeria. À cette occasion, les représentants de LG Electronics Algeria ont tenu à remercier l’ensemble des journalistes présents pour la qualité de leur collaboration et leur confiance continue. « Au-delà des technologies, LG accorde une importance particulière aux relations humaines et à la transparence avec les médias. Ces rencontres nous permettent de renforcer un dialogue constructif et durable », a ajouté Mustapha Kamel NABI Responsable Marketing chez LG Electronics.

ALGERIA MECHANICA

L’AAPI accompagne la première édition prévue en février prochain à Constantine

Le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a reçu, mercredi au siège de l'Agence, des représentants de la société "Eventrade", organisatrice de la première édition du Salon international de l'industrie automobile, de la sous-traitance et des pièces de rechange (Algeria Mechanica), prévue du 9 au 11 février prochain à Constantine. Algeria Mechanica se veut un espace spécialisé regroupant les acteurs et opérateurs activant dans le secteur de l'industrie mécanique, notamment les constructeurs automobiles, les équipementiers, les producteurs de pièces de rechange et les sous-traitants, indique un communiqué de l'Agence. En accompagnant l'organisation de ce salon, l'AAPI réaffirme son "appui aux

événements importants pour l'économie nationale et offrant une réelle opportunité pour le renforcement des partenariats industriels, la promotion du produit national et l'augmentation du taux d'intégration dans divers projets industriels en Algérie". Les investisseurs et opérateurs souhaitant participer à ce salon pour prospecter les opportunités de coopération et concrétiser de nouveaux partenariats peuvent s'inscrire en ligne, précise le communiqué, rappelant que l'AAPI met à la disposition des opérateurs le service "bourse de partenariat", qui offre un espace virtuel permettant aux opérateurs économiques d'échanger, d'établir des projets d'investissement conjoints et de prospecter des opportunités de coopération.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	316,00	319,00	0,95	-12,62	-24,47	5,63	10,97	10400	3 317 600,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,89	9,00	5,56	17948	24 707 200,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	2501,00	0,00	0,02	2,87	6,65	6,40	397	992 897,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,01	1,70	10,97	5,43	31382	72 178 600,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	-0,15	-8,84	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	2,25	4,62	3,97	5,00	0	0,00

ORGANISATION DES PAYS AFRICAINS PRODUCTEURS DE PÉTROLE

L’Algérien Farid Ghezali installé dans ses nouvelles fonctions

L'Algérien Farid Ghezali a été officiellement installé, mercredi dernier à Brazzaville, en qualité de nouveau secrétaire général de l'Organisation des pays africains producteurs de pétrole (APPO), en remplacement d'Omar Farouk Ibrahim, dont le mandat est arrivé à son terme. Les documents de passation de fonctions ont été signés entre le secrétaire général sortant et le nouveau secrétaire général, en présence du président du Conseil exécutif de l'APPO, Kouamé Bienvenu Essé, "dans le cadre d'une transition organisée et responsable de la direction au sein de l'organisation", selon un communiqué du ministère des Hydrocarbures et des Mines. A cette occasion, M. Essé a souligné que cette installation marque "une étape clé dans le processus du renforcement du rôle de l'APPO dans la promotion de la coopération énergétique africaine". La cérémonie d'installation s'est déroulée sous la présidence de Bruno Jean-Richard

Itoua, ministre des Hydrocarbures congolais et président en exercice du Conseil de l'organisation pour l'année 2025, et ce, en présence de l'ambassadeur d'Algérie auprès de la République du Congo, Azeddine Riache, ainsi que du président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Amine Remini, en sa qualité de représentant de l'Algérie auprès de l'APPO. Farid Ghezali avait été élu secrétaire général de l'APPO lors des travaux de la 48e session ordinaire du Conseil ministériel de l'organisation, tenue dans la capitale congolaise. L'élection de M. Ghezali se veut "une consécration méritée d'un riche parcours professionnel de plus de 33 ans dans le secteur de l'énergie et des hydrocarbures, durant lesquels il a occupé plusieurs postes de haute responsabilité au sein du groupe Sonatrach", a souligné le ministère dans son communiqué. M. Ghezali a occupé en effet plusieurs postes clés au sein du groupe Sonatrach,

notamment celui de conseiller du PDG depuis mars 2020, vice-président chargé de la stratégie, des études économiques et de la planification institutionnelle entre 2017 et 2020, directeur des études et de la planification dans l'activité du transport des hydrocarbures par pipelines, ainsi que responsable exécutif dans l'activité de la commercialisation, chargé du dossier du gazoduc transsaharien (TSGP). Le nouveau secrétaire général de l'APPO, titulaire d'un diplôme d'ingénieur chimiste de l'Institut algérien du pétrole (IAP), spécialisé en gaz naturel liquéfié (GNL), dispose d'une large expérience internationale dans divers domaines des hydrocarbures, l'analyse stratégique des marchés, la gestion de projets et les négociations internationales, en sus de sa contribution à plusieurs dossiers au sein d'organisations énergétiques mondiales, telles que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF).

POUR UN SECOND MANDAT DE TROIS ANS

Kamel Moula reconduit à la tête du CREA

Kamel Moula a été reconduit à l'unanimité, à Alger, à la présidence du Conseil du re-nouveau économique algérien (CREA) pour un second mandat de trois ans. Unique candidat à la présidence du Conseil, M. Moula a été plébiscité lors de l'Assemblée générale électorative, tenue au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal (CIC), qui a également été marquée par l'élection des 18 membres du Conseil exécutif parmi 42 candidats. Il a affirmé l'engagement du CREA à contribuer efficacement à la construction d'une économie nationale durable, au développement des entreprises économiques, à la protection des travailleurs et à la

création d'emplois, soulignant que les efforts consentis à cet effet "ont démontré qu'il est possible d'exercer une activité économique avec intégrité, droiture et éthique". Cette approche, qui a permis d'édifier des ponts de confiance entre pouvoirs publics, opérateurs économiques et citoyens, constitue le fondement de la crédibilité du CREA, a-t-il ajouté, saluant l'adoption de la concertation comme méthode pour rectifier et améliorer la prise de décision dans la mise en oeuvre de la politique économique nationale. Il a également salué le "soutien majeur" du président de la République, notamment à travers les grandes rencontres qu'il a tenues avec les opérateurs économiques, ainsi que les instructions "claires" qu'il a données pour lever les entraves bureaucratiques.

Après sa reconduction par l'AG, le président du CREA a adressé ses remerciements aux membres du Conseil pour la confiance placée en lui. "C'est à la fois un honneur et une responsabilité", a-t-il dit, s'engageant à "poursuivre le travail en ne ménageant aucun effort pour être au service des entreprises et accompagner les acteurs économiques". Selon lui, l'action durant le second mandat sera axée sur la consolidation des acquis réalisés lors du premier mandat, à travers le parachèvement des projets en cours et le lancement de nouvelles initiatives, dans le cadre d'une vision fondée sur le développement continu et le dialogue, appelant les membres du CREA à faire preuve d'esprit d'initiative et à une participation active, dans le cadre du travail collectif.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 16 ديسمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Décembre 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	66	76	57	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	155	174	137	الطماطم	
	Oignon sec	59	66	51	البصل الجاف	
	Ail sec	751	820	683	الثوم الجاف	
	Carotte	80	90	70	الجزر	
	Navet	100	111	88	اللفت	
	Choux fleur	99	111	87	قرنبيط	
	Choux	91	103	78	الكرنب	
	Courgette	181	199	163	الكوسة	
	Haricot vert	259	286	233	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	149	164	134	الخس	
Fruits frais	Clémentine	190	232	147	كليمنتين	فواكه طازجة
	Orange	171	209	133	البرتقال	
	Citron	157	182	133	الليمون	
	Pomme locale	375	457	292	التفاح المحلي	
	Datte	500	639	361	التمر	
	Banane	468	485	450	الموز	
	Grenade	223	256	190	الرمان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1889	2050	1729	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	338	354	321	الدجاج	
	Œufs (Unité)	21	23	19	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

NOUVELLES RÈGLES DU DROIT DE CHANGE

La Banque d’Algérie rassure les citoyens

La Banque d’Algérie a récemment adressé une note aux établissements bancaires, précisant les nouvelles modalités d’octroi du droit de change pour les voyages à l’étranger. Conditionnant désormais ce droit à la détention d’un compte bancaire et au paiement du montant en dinars par des moyens scripturaux, ces mesures ont suscité interrogations et débats au sein de l’opinion publique. L’institution monétaire a toutefois tenu à souligner que ces ajustements visent avant tout à garantir que le droit de change profite réellement au voyageur, dans un cadre transparent et sécurisé.

Par M. A.

Face aux interprétations parfois erronées et aux inquiétudes exprimées par certains citoyens, le vice-gouverneur de la Banque d’Algérie, Mohamed Benbahane, a apporté des clarifications détaillées, mettant l’accent sur le caractère organisationnel et protecteur de ces nouvelles procédures. S’exprimant sur la Chaîne I de la radio nationale, il a rappelé que l’augmentation substantielle du droit de change s’inscrit dans l’application directe des instructions du Président de la République, visant à permettre au citoyen algérien de voyager dans des conditions dignes. « Le relèvement du droit de change a été très important, puisqu’il est passé d’environ 95 à 100 euros à près de 750 euros, soit une multiplication par près de huit », a-t-il souligné, qualifiant cette décision de « courageuse » et porteuse d’un impact social réel. Selon Mohamed Benbahane, la Banque d’Algérie, en sa qualité d’autorité de régulation du système monétaire et bancaire, a accompagné cette mesure dès son lancement en juillet dernier, en mobilisant l’ensemble

des banques commerciales afin d’en assurer une application fluide au niveau des aéroports, des ports et des postes-frontières. Toutefois, après plusieurs mois de mise en œuvre, l’évaluation du dispositif a révélé l’apparition de pratiques jugées non conformes à l’esprit de la réforme. « Nous avons constaté des comportements non rationnels, avec l’intervention de tiers qui exploitaient ce droit, alors que la loi est claire : le droit de change est personnel et doit bénéficier exclusivement au voyageur », a-t-il expliqué. C’est dans ce contexte qu’intervient la nouvelle note réglementaire, laquelle conditionne désormais l’octroi du droit de change à la détention d’un compte bancaire et au paiement du montant en dinars par des moyens scripturaux. Pour le vice-gouverneur, cette mesure ne constitue en aucun cas une restriction. « Il ne s’agit ni d’une sanction ni d’une exclusion. C’est une mesure d’organisation destinée à protéger le citoyen et à sécuriser l’opération », a-t-il affirmé, précisant que le recours aux chèques, aux cartes bancaires ou aux virements vise à éliminer les circuits informels et les intermé-

diaires illégaux. Mohamed Benbahane a également tenu à rassurer quant à l’accessibilité du système bancaire. Il a rappelé que l’ouverture d’un compte est aujourd’hui largement facilitée, grâce à des procédures simplifiées et à un réseau bancaire dense comptant près de 1 800 agences réparties à travers le territoire national, y compris dans les zones éloignées et frontalières. « Ouvrir un compte bancaire n’est ni compliqué ni chronophage. Dans de nombreux cas, le compte peut être ouvert le jour même », a-t-il indiqué, soulignant que cette démarche constitue « la première étape vers la numérisation de l’économie ».

Le droit de change accordé au titre de l’année 2025 demeure valable sur une période d’un an

Abordant la question récurrente de l’usage du cash, le vice-gouverneur a insisté sur la complémentarité entre les paiements en espèces et les comptes bancaires. « L’ouverture d’un compte ne signifie pas l’abandon du cash. Les deux coexistent, mais le compte bancaire offre davantage de sécurité et protège le citoyen contre les risques liés

aux faux billets ou aux pertes », a-t-il expliqué, ajoutant que l’État œuvre progressivement à la généralisation des paiements électroniques dans les commerces et les services. Concernant la validité du droit de change, Benbahane a tenu à lever toute ambiguïté. Il a précisé que le droit de change accordé au titre de l’année 2025 demeure valable sur une période d’un an, allant de juillet 2025 à juillet 2026. « Contrairement à certaines rumeurs, ce droit ne s’arrête pas à la fin de l’année civile. Le citoyen dispose d’une année entière pour en bénéficier », a-t-il assuré, ajoutant que ceux n’ayant pas utilisé leur droit en 2025 peuvent encore le percevoir jusqu’à juillet 2026. Le responsable a enfin confirmé que les nouvelles règles s’appliquent également aux voyages religieux, notamment l’omra, considérée comme un voyage touristique. La prochaine saison du hadj marquera, quant à elle, une étape supplémentaire dans la digitalisation des procédures. La bourse du hadj, fixée à 1 000 dollars par pèlerin, sera ainsi entièrement gérée via des comptes bancaires ou postaux, dans le cadre d’une opération « 100 % numérisée ».

SOUSCRIPTION DE LA DÉCLARATION MENSUELLE G50

Ouverture exceptionnelle des recettes des impôts samedi

Par R. E.

Les recettes des impôts seront exceptionnellement ouvertes samedi, au profit des contribuables concernés par la souscription de la déclaration mensuelle G50 du mois de novembre 2025 et le paiement des droits y afférents, a indiqué la Direction générale des impôts (DGI) dans un communiqué. La Direction a précisé que les recettes des impôts relevant des centres des impôts ainsi que les recettes classiques ouvriront, à titre exceptionnel, le samedi 20 décembre, de 08h30 à 16h00, afin de permettre aux contribuables de régulariser leurs obligations déclaratives et de paiement dans les meilleures conditions. La Direction générale des impôts a, par ailleurs, indiqué que le dernier délai de souscription de la déclaration mensuelle relative au mois de novembre 2025 est fixé au dimanche 21 décembre 2025. Dans ce cadre, la DGI a renouvelé le rappel selon lequel les contribuables relevant des services fiscaux dotés du système d’information de la Direction générale des impôts "Jibaya' tic", et disposant de comptes d’accès à l’espace de télédéclaration et de télépaiement, peuvent effectuer leurs déclarations et paiements par voie électronique, 24h/24, tous les jours de la semaine, jusqu’à minuit du dimanche 21 décembre 2025. La Direction a également invité les contribuables n’ayant pas encore obtenu leurs comptes d’accès à l’espace de télédéclaration et de télépaiement à se rapprocher, dans les plus brefs délais, des services fiscaux dont ils relèvent, au niveau des centres des impôts ou des inspections des impôts, afin de les obtenir.

INDUSTRIE, HYDROCARBURES ET MINES

L’Algérie disposée à partager son expérience avec le Tchad

Par Sirine R.

L’Algérie veut renforcer sa coopération avec le Tchad, tout en lui accordant l’accompagnement nécessaire pour la relance des secteurs de l’industrie, des hydrocarbures et des mines. Lors d’une réunion de travail tenue jeudi dernier entre le ministre de l’Industrie, Yahia Bachir, et la ministre tchadienne du Pétrole, des Mines et de la Géologie, Ndolenodji Alixe Naïmbaye, en présence du ministre d’État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, et de la secrétaire d’État chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, les deux pays ont examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale. La rencontre a été l’occasion d’étudier les moyens de faire bénéficier la République du Tchad de l’expertise algérienne, notamment dans le domaine de l’industrie du ciment, devenue un mo-

dèle de réussite dans l’industrie nationale, ayant permis au pays d’atteindre l’autosuffisance et de développer d’importantes capacités d’exportation, précise le communiqué. Elle a également permis d’évoquer les perspectives en matière d’accompagnement technique, la réalisation d’un diagnostic industriel et minier, ainsi que le transfert d’expertises et de connaissances, en vue de contribuer au développement de la filière cimentière au Tchad. À cet égard, M. Bachir a affirmé la disposition de l’Algérie à partager son expertise avec la partie tchadienne dans les domaines de l’industrie du ciment et des matériaux de construction, à travers l’accompagnement technique et la formation des compétences. Il a aussi évoqué la possibilité pour le Tchad de transformer localement le clinker algérien en ciment dans les unités de broyage, comme solution transitoire pour combler le dé-

ficit enregistré sur le marché tchadien, en attendant l’entrée en service des usines de production intégrées. De son côté, M. Arkab a souligné que l’Algérie était pleinement disposée à accompagner la République du Tchad, notamment dans les domaines de l’industrie du ciment, de l’exploitation des ressources minérales, des mines et des hydrocarbures, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la coopération régionale et à soutenir les pays frères dans les secteurs industriel, minier et énergétique. Pour sa part, la ministre tchadienne a indiqué que son pays connaît une dynamique de développement accélérée, soulignant que le ciment constitue un matériau essentiel et central pour la réalisation des projets d’infrastructures et le développement du secteur de l’habitat. Elle a ajouté que le Tchad dispose d’im-

portantes ressources minières exploitables dans le domaine de l’industrie du ciment, mais ne compte actuellement que deux cimenteries, insuffisantes pour couvrir les besoins nationaux. Lors de la réunion, les deux parties sont convenues d’envoyer une équipe de spécialistes de GICA afin d’évaluer les potentialités techniques, industrielles et minières pour le développement du secteur de l’industrie du ciment au Tchad, et de formuler les recommandations nécessaires concernant la conception et l’exploitation des futures unités de production. Les participants ont insisté sur la poursuite de la coordination et de la concertation pour concrétiser des projets de coopération dans les domaines de l’industrie du ciment, des matériaux de construction, ainsi que de l’exploitation des ressources minérales, des mines et des hydrocarbures.

ANNABA

Clôture du séminaire régional sur la consolidation des capacités des intervenants sur le terrain à lutter contre le Sida

Le séminaire régional sur la consolidation des capacités des intervenants sur le terrain à lutter contre le Sida a été clôturé jeudi à Annaba au terme de deux jours de travaux en ateliers et de formation pratique. Le second et ultime jour de la rencontre, qui a regroupé des représentants de huit wilayas de l'est du pays, des experts de l'Institut national de santé publique et des acteurs associatifs, a donné lieu à des ateliers destinés à renforcer les compétences des intervenants et leurs connaissances scientifiques pour la prise en charge des patients sur les plans médical, psychologique et social à travers la compréhension de la nature de la maladie et des méthodes de prévention. Dr. Meriem Hamouda, de l'Observatoire régional de la santé publique-région Est, a affirmé à ce propos que ces ateliers ont pour but de consolider les capacités scientifiques des intervenants pour le dépistage précoce et la prévention ainsi que de développer leurs aptitudes à communiquer avec le patient, encourager le dépistage précoce et assurer une prise en charge efficace. Dr. Mohamed Boudinar, membre de l'association Anis de lutte contre le virus du Sida, a indiqué pour sa part que l'atelier qu'il a encadré a porté sur la prise en charge des accidents d'exposition au sang et autres liquides organiques et les protocoles de sécurité pour protéger les travailleurs et les malades. La rencontre a donné lieu à l'adoption d'une série de recommandations insistant sur la généralisation du diagnostic précoce, l'intensification des campagnes de sensibilisation, le renforcement du suivi psychosocial, la coordination entre les structures de santé et les associations spécialisées et le soutien aux efforts nationaux pour contenir la propagation du virus du Sida.

JIJEL

Le plan de développement et d'extension du port de Djen-Djen, thème d'une journée d'étude

Le port de Djen-Djen, un pôle prometteur pour le développement économique, réalités et perspectives" a constitué, jeudi à la salle de conférences de la cité administrative de Jijel, le thème d'une journée d'étude dédiée aux projets futurs visant à développer cette infrastructure portuaire et à renforcer son rôle de locomotive du développement économique.

Le président-directeur général du port de Djen-Djen, Walid Boukous, a indiqué à l'APS, en marge des travaux, qu' "un plan important de développement du port a été élaboré à travers des programmes d'investissement promoteurs pour son expansion et pour en faire un pôle stratégique pour les différentes activités portuaires et un pilier important du développement économique du pays". Il a également souligné que lors de cette rencontre organisée en coordination avec les services de la wilaya de Jijel, en présence de représentants de nombreux secteurs liés à cette infrastructure portuaire, les principales réalisations et les programmes futurs devant être mis en œuvre pour en faire une "véritable force" en phase avec les évolutions économiques

que connaît le pays ont été présentés. De son côté, le wali de Jijel, Ahmed Meguellati, a indiqué que cette rencontre vise à " mettre en lumière le rôle stratégique du port de Djen-Djen dans le soutien à la dynamique économique, et à débattre des perspectives de son développement et du renforcement de ses capacités logistiques, ce qui permettrait de promouvoir l'investissement, de créer des richesses et des emplois, et de soutenir un développement économique durable à l'échelle locale et nationale". Le chef de l'exécutif local a ajouté que " les différents programmes devant être réalisés au port, au cours des prochaines années, lui permettront d'occuper une place centrale en tant que centre logistique régional apte à renforcer le commerce et à

soutenir les exportations grâce à la réalisation du terminal à conteneurs de 1.500 m de long, pour une capacité de 2 millions de conteneurs/an, et la réalisation du terminal minéralier d'une capacité de traitement de 7 millions de tonnes/an. Il a également évoqué, dans ce contexte, le projet d'extension du port sur une superficie de 350 hectares et la création d'une zone franche à caractère industriel et commercial sur une superficie estimée à 1.500 hectares. M. Meguellati a souligné que les hautes autorités du pays s'emploient à hisser le port de Djen-Djen au rang de pilier important de l'économie nationale qui constituera une " porte vers les pays méditerranéens et du monde".

LE 9E SALON DE L'AGRICULTURE SAHARIENNE À EL-OUED

Nécessité de renforcer l'accompagnement technique des agriculteurs

Les participants au 9e Salon de l'agriculture saharienne "Agro-Souf" clôturé jeudi à El-Oued, ont souligné la nécessité de renforcer l'accompagnement technique des agriculteurs en vue de produire des denrées agricoles exportables. Lors des rencontres organisées dans le cadre de ce rendez-vous économique, les intervenants, dont des universitaires, promoteurs et professionnels, ont mis en avant le rôle pivot d'un tel accompagnement technique, fondé sur

une connaissance scientifique, pour obtenir un produit agricole de bonne qualité et compétitif sur les marchés internationaux. Dans ce contexte, l'expert en agronomie saharienne, Ahmed Al-lali, (Université d'El-Oued), a souligné l'importance de la formation des agriculteurs à travers la mise en place d'un programme de vulgarisation susceptible d'améliorer leurs savoir-faire et de répondre au mieux aux exigences du marché en matière de produits agricoles, précisant que la vulgarisa-

tion agricole constitue l'un des mécanismes essentiels d'accompagnement des producteurs. Plus de 300 agriculteurs ont bénéficié, lors de ces rencontres, de cours théoriques et pratiques dans divers filières liées à l'agronomie saharienne, a indiqué le directeur général de la société "El-Fahd" (partie organisatrice), Fayçal Houamdi. Les travaux se sont articulés, selon les organisateurs, autour de plusieurs thèmes, tels que " la qualité du produit agricole et l'ex-

portation", "l'utilisation rationnelle des engrais et pesticides", "la bonne gestion des exploitations agricoles", "l'utilisation rationnelle des eaux d'irrigation" et "la vulgarisation et l'accompagnement agricoles". Le 9e Salon d'agronomie saharienne "Agro-Souf" (15-18 décembre) a été organisé en coordination avec la direction des services agricoles et la chambre d'agriculture de la wilaya d'El-Oued.

BLIDA

Arrêt provisoire de la circulation sur l'axe Guerouaou-Soumaa en raison de travaux

Les services de la commune de Guerouaou, à l'est de Blida, ont annoncé un arrêt provisoire de la circulation sur l'axe Guerouaou-Soumaa, jeudi et vendredi à partir de 21h, en raison de travaux, indique un communiqué de cette collectivité locale. Le communiqué précise que, dans le cadre des

travaux de réalisation de la voie double entre Ouled Yaïch et Bouinan, au titre du projet du dédoublement du tronçon de la RN29 entre Bouinan et l'Université de Blida 1, sur une distance de 5,9 km, la route reliant Guerouaou à la commune de Soumaa (avant le carrefour de Cherifia), sera fermée jeudi à partir de 21h et

demain vendredi à la même heure. "Des itinéraires alternatifs ont été mis en place pour permettre la circulation via la route communale en direction de Sidi Aissa et Cherifia, puis vers la RN29", a ajouté la même source, qui souligne également l'installation de panneaux provisoires à cet effet.

EL TARF

“Les mécanismes de lutte contre le crime de change dans la législation algérienne”, thème d'une journée d'étude

Les mécanismes de lutte contre le crime de change dans la législation algérienne" a constitué jeudi le thème d'une journée d'étude, organisée au siège de la Cour de justice d'El Tarf en présence des autorités de wilaya, de représentants des corps de sécurité et d'institutions bancaires et de magistrats. " Le crime de change est un crime économique enfreignant les lois régissant les transactions de devises étrangères sur le territoire national à l'instar de la vente et de l'achat de devises étrangères en dehors des banques, le transfert d'argent de et

vers l'étranger par des méthodes irrégulières et la non-déclaration de devise à l'entrée ou à la sortie", a indiqué Abdelmadjid Rehabi, président du tribunal de Bouhadjar dans son intervention au nom du président de cette Cour, Redha Saadi, à l'ouverture de cette rencontre. Il a également relevé que l'objectif du législateur par la criminalisation de ces actes est de " protéger l'économie nationale, préserver la stabilité de la monnaie et empêcher le blanchiment d'argent et les crimes de contrebande" soulignant que " vu son impact sur l'économie nationale et la stabi-

lité générale, l'Etat traite ce crime avec fermeté et met en place des mécanismes minutieux pour le combattre". De son côté, le Procureur général près cette Cour, Mohcène Chekhab, a indiqué que "les parquets de la République affrontent ce phénomène sous ses diverses formes avec la fermeté voulue par la police judiciaire et les mesures fermes contre les contrevenants et les fraudeurs". Il a ajouté à ce propos qu' "en cas de détournement de l'usage de l'allocation touristique dont la valeur a été portée par le président de la République, M. Abdelmadjid Teb-

boune, à 750 euros, l'appareil judiciaire est prêt à faire face à pareils crimes conformément aux lois dans un procès équitable". Au cours de la rencontre organisée par la Cour de justice d'El Tarf, plusieurs conférences ont été présentées sur notamment "le cadre juridique international et national de lutte contre le crime de change ", "les formes de criminalisation dans les crimes de change ", "les règles opératoires de lutte contre les crimes de change " et "les sanctions prévues pour lutter contre les crimes de change ".

ÉTATS-UNIS

Les Républicains sont perdus et désarmés face au phénomène Mamdani

Entre le président Trump qui fait l'éloge de Zohran Mamdani et le Congrès dirigé par le GOP [parti républicain, NdT] qui dénonce le socialisme, la journée d'hier a révélé une opposition capitaliste prête à faire à peu près n'importe quoi pour voir ce qui fonctionne.

1^{ère} partie

Le jour même où le Congrès dénonçait le socialisme, Trump sortait d'une rencontre avec Zohran Mamdani en faisant l'éloge du maire élu. Ces réactions contradictoires suggèrent une course éperdue pour riposter à son indéniable popularité. Dans son discours de victoire, il y a deux semaines, Zohran Mamdani a déclaré : La sagesse populaire vous dira que je suis loin d'être le candidat idéal. Je suis jeune, malgré tous mes efforts pour vieillir. Je suis musulman. Je suis un socialiste démocrate. Et plus accablant encore, je refuse de m'excuser pour tout cela. Le charisme indéniable et la popularité incontestable de ce jeune socialiste démocrate prometteur ont suscité une vague de réactions contradictoires chez ses opposants. D'un côté, on a Donald Trump, qui s'oppose diamétralement à la politique de Mamdani sur presque tous les sujets, mais qui lui a décerné son approbation après que les deux hommes se sont rencontrés en privé à la Maison Blanche. De l'autre côté on a le Congrès, dominé par le Parti républicain, qui a adopté une résolution non contraignante, H.Con.Res.58, « Dénonçant les horreurs du socialisme. » Que se passe-t-il ici ? En un mot : les adversaires politiques de Mamdani se sentent menacés par son socialisme démocrate sans complexe, et ils essaient toute une série de stratégies pour neutraliser ce dernier. Que ce soit du miel, du vinaigre, peu importe du moment que cela permet aux riches de conserver leur emprise sur l'économie.

Le mot en « D » invisible

Il y a d'abord la résolution du Congrès, dont le texte explique que l'adoption de « politiques socialistes » conduirait au totalitarisme et que toute redistribution des richesses est une grave violation des valeurs américaines traditionnelles. Tout cela est absurde. Huit des douze lignes de « considérant » de la résolution concernent les crimes de Joseph Staline, Mao Zedong et autres dictateurs autoritaires. En règle générale, c'est probablement une bien mauvaise idée que d'essayer d'apprendre l'histoire à partir des résolutions du Congrès au lieu de lire les travaux d'historiens sérieux, mais on ne peut certes pas nier la brutalité de ces régimes. Mais qu'est-ce que cela est censé avoir à voir avec la politique de Zohran Mamdani ou d'autres socialistes démocrates comme Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez ? Les socialistes démocrates s'opposent à l'autoritarisme de notre époque. Notre engagement en faveur de la démocratie est inscrit dans notre nom. Et nous per-

pétuons l'héritage des socialistes qui nous ont précédés et qui se sont opposés à l'autoritarisme en leur temps, y compris quand il s'agissait de dirigeants totalitaires brandissant la bannière du socialisme. L'objectif du socialisme est de créer un système plus démocratique que le capitalisme. En 1918, la socialiste Rosa Luxemburg a écrit un pamphlet dans lequel elle exprimait ses inquiétudes concernant les premiers signes avant-coureurs de l'autoritarisme de la toute nouvelle République soviétique (l'Union soviétique n'a été officiellement formée que plusieurs années plus tard). Elle y met en garde contre le fait que la « démocratie socialiste » n'est pas et ne peut pas être « quelque chose qui ne commence qu'une fois les fondements de l'économie socialiste instaurés sur la terre promise ; elle n'est pas une sorte de cadeau de Noël pour les gens qui le méritent et qui, entre-temps, ont loyalement soutenu une poignée de dictateurs socialistes ». Elle affirmait que les partis au pouvoir et les administrations publiques étaient peu susceptibles d'abandonner leur pouvoir de leur plein gré. Un régime qui ne commence pas comme une démocratie a peu de chances de finir comme telle. Et tout l'intérêt du socialisme, soulignait-elle, est de créer un système plus démocratique que le capitalisme. Au cours des cinquante dernières années, la fenêtre d'Overton s'est considérablement déplacée vers la droite en ce qui concerne les questions économiques fondamentales. Il en résulte que de nombreux Américains ne connaissent pas grand chose à la tradition socialiste, ce qui permet aux opposants à notre politique de nous mettre dans le même sac que Staline et Mao. En réalité, les socialistes démocrates d'aujourd'hui, comme beaucoup de nos prédécesseurs qui se sont opposés à l'autoritarisme de ces régimes, sont profondément attachés à la démocratie. En fait, nous accordons tant de valeur à celle-ci que nous ne pensons pas qu'elle doive s'arrêter aux portes des lieux de travail. Plutôt que de laisser un petit nombre de PDG prendre des décisions qui ont un impact sur un grand nombre de gens, nous voulons donner du pouvoir aux travailleurs et aux communautés par le biais de la propriété sociale et du contrôle démocratique des ressources productives de la société. Depuis la publication du pamphlet de Rosa Luxemburg sur la révolution russe, les socialistes critiquent systématiquement les États autoritaires à parti unique qui gouvernent au nom du socialisme. Les socialistes anti-staliniens de l'Ouest, par exemple, ont dénoncé les simulacres de procès de Staline à une

époque où la plupart des libéraux occidentaux ne s'en souciaient guère. L'organisation dont Mamdani est membre, Democratic Socialists of America, a ajouté le mot en « D » à son nom lors de sa fondation, précisément pour différencier le socialisme qu'elle prônait du système non démocratique qui existait encore dans des pays comme l'Union soviétique. Blâmer les socialistes démocrates d'aujourd'hui pour les crimes de Staline (« les horreurs du socialisme ») a à peu près autant de sens que de blâmer les baptistes du Sud d'aujourd'hui pour les crimes historiques de l'Église catholique (« les horreurs du christianisme »).

Les leçons de l'Histoire américaine

Comment la résolution tente-t-elle alors de faire le lien entre ces différents éléments ? La première ligne des « considérant » affirme : « Une idéologie socialiste exige une concentration des pouvoirs qui, à maintes reprises, a conduit à l'effondrement des régimes communistes, à des régimes totalitaires et à des dictatures brutales. » Curieusement, la résolution ne cite pas un seul cas où cela se serait produit. Au lieu de cela, la résolution énumère un certain nombre de régimes dont les dirigeants ont commencé par être autoritaires et ont vu dans l'Union soviétique un modèle à imiter, plutôt que d'identifier des cas de gouvernements socialistes démocrates qui seraient devenus autoritaires. Pourtant, elle présente cette dérive comme inévitable. Par exemple, les auteurs de la résolution ne mentionnent aucunement le fait qu'un parti socialiste démocrate a été au pouvoir presque sans interruption en Suède de 1932 à 1976, sans que l'inévitable effondrement vers un régime à parti unique et une dictature brutale ne se produise. Mais peut-être les socialistes suédois étaient-ils trop occupés à créer un État-providence ambitieux et à donner aux syndicats le pouvoir de fixer des salaires planchers pour des secteurs entiers de l'économie, pour se souvenir qu'ils étaient censés construire des goulags pour leurs ennemis politiques. La supercherie apparaît clairement dans les dernières lignes de la résolution : Considérant que le président Thomas Jefferson, auteur de la Déclaration d'indépendance, a écrit : « Prendre à quelqu'un, parce qu'on estime que son travail et celui de ses pères ont produit trop, afin d'en donner à d'autres qui, ou dont les pères, n'ont pas exercé le même travail et la même habileté, c'est violer arbitrairement le premier principe de l'association, la garantie pour chacun du libre exercice de son travail et des fruits qu'il en retire. » ;

Considérant que le président James Madison, le « Père de la Constitution », a écrit : « Ce n'est pas un gouvernement juste, ni un gouvernement qui garantit la sécurité des biens, lorsqu'un groupe de citoyens viole la sécurité et la liberté individuelles d'un autre groupe par des saisies arbitraires au profit du reste de la population. » Considérant que les États-Unis ont été fondés sur la croyance que l'individu est sacré, ce à quoi le système collectiviste du socialisme, sous toutes ses formes, s'oppose fondamentalement et nécessairement. En conséquence, approuvé par par la Chambre des Représentants (avec l'accord du Sénat), Le Congrès dénonce le socialisme sous toutes ses formes et s'oppose à la mise en œuvre de politiques socialistes aux États-Unis. Les citations de Jefferson et Madison, choisies avec soin, semblent indiquer que toute redistribution des richesses est étrangère aux traditions fondatrices de la politique américaine. En réalité, les opinions de ces hommes étaient bien plus complexes que cela. Dans une lettre de 1785 adressée à Madison, Jefferson écrit par exemple que, bien qu'il soit « conscient qu'une division égalitaire de la propriété est irréalisable », il pense que « les immenses inégalités » produisent « tant de malheurs pour la majeure partie de l'humanité » qu'il est impératif que les législateurs trouvent des moyens pour les réduire considérablement. Selon lui, il serait possible de remédier à cette situation en imposant que les terres héritées soient réparties entre tous les enfants plutôt que d'être attribuées à un seul héritier, ce qui est beaucoup plus radical que tout ce que propose Mamdani. Un autre « moyen de réduire subtilement les inégalités en matière de propriété », écrit Jefferson, « consiste à exempter tout le monde d'impôt en dessous d'un certain seuil et à taxer les tranches supérieures du patrimoine selon une progression proportionnelle à leur augmentation », ce qui ressemble beaucoup au mamdanisme tel qu'il existe actuellement, c'est-à-dire au socialisme démocrate contesté par le Congrès. En fin de compte, l'idéal démocratique de Jefferson était une république de petits agriculteurs et de petits artisans indépendants. Il termine sa lettre à Madison en écrivant : « Les petits propriétaires terriens constituent la partie la plus précieuse d'un État. » Cette vision comportait cependant énormément de restrictions et d'angles morts. (De toute évidence, les droits des esclaves étaient totalement exclus des considérations morales de Jefferson.)

(A suivre)

MAURITANIE

Wärtsilä conserve des
contrats d'exploitation sur
des infrastructures
électriques clés

En Mauritanie, l'exploitation et la maintenance des infrastructures électriques reposent en partie sur des partenariats de long terme avec des acteurs spécialisés, appelés à intervenir aussi bien sur des actifs publics que sur des installations privées industrielles. Le groupe finlandais Wärtsilä, spécialisé dans les technologies énergétiques et les services d'exploitation de centrales électriques, poursuit ses activités en Mauritanie à travers des contrats de long terme. Jeudi 18 décembre, l'entreprise a annoncé le renouvellement pour trois ans de son accord d'exploitation et de maintenance avec Tasiast Mauritanie Limited S.A., filiale du groupe canadien Kinross Gold Corporation. L'accord porte sur une centrale électrique de 60 MW qui alimente le site minier de Tasiast, situé à environ 300 kilomètres au nord de Nouakchott. Mise en service en 2013, la centrale est exploitée et maintenue par le groupe finlandais depuis sa construction. Le contrat renouvelé intègre un mécanisme de performance basé sur les résultats, introduit lors de l'extension du site en 2022, visant à aligner la performance énergétique sur les objectifs opérationnels et commerciaux de la mine. L'installation fonctionne au sein d'un réseau hybride isolé combinant solaire, batteries et production thermique, et assure à la fois la charge de base et la réserve tournante nécessaires à la stabilité de l'approvisionnement électrique du site. Ce renouvellement intervient quelques semaines après un autre accord conclu en Mauritanie. Fin novembre, la compagnie nationale d'électricité du pays (SOMELEC) avait signé avec Wärtsilä un contrat de performance garantie de trois ans également pour la centrale thermique de 34 MW de Nouadhibou. Cet accord élargissait un partenariat existant en y intégrant des engagements formels sur la performance de l'actif, un dispositif de maintenance renforcé et un appui opérationnel permanent. Ces deux contrats concernent des infrastructures énergétiques stratégiques, destinées à la fois à l'alimentation de la capitale économique et au fonctionnement d'un site minier industriel majeur. Ils s'inscrivent dans un contexte où la sécurisation de l'approvisionnement électrique reste un enjeu central pour la continuité des activités économiques. Selon le rapport 2024 de l'ITIE Mauritanie, le secteur minier représente environ 25 % des recettes budgétaires de l'État et près de 80 % des exportations du pays. Le même rapport indique que Tasiast figurait en 2024 parmi les deux premières entreprises extractives en termes de revenus versés à l'État. Dans ce cadre, la fiabilité des infrastructures électriques apparaît comme un élément clé du fonctionnement des sites miniers, au même titre que la stabilité du réseau dans les principaux centres urbains.

CENTRALES PHOTOVOLTAÏQUES

L'avenir éclairé
de l'énergie en Tunisie

L'énergie photovoltaïque en Tunisie est en plein essor, soutenue par un fort ensoleillement et des politiques nationales visant l'indépendance énergétique, avec de grands projets de centrales solaires lancés et des installations résidentielles en croissance, offrant des retours sur investissement attractifs et des coûts compétitifs

La centrale solaire de Metbastta, d'une puissance de 100 mégawatts, a été mise en service ce mardi 16 décembre 2025 dans la région de Kairouan. L'installation constitue le premier projet d'énergie renouvelable en Tunisie dépassant cette capacité.

Caractéristiques inédites

Le projet présente trois caractéristiques inédites en Tunisie. La centrale dépasse pour la première fois le seuil des 100 mégawatts-crête de capacité installée. Elle dispose d'un poste électrique intégré avec une configuration entrée-sortie. L'installation injecte directement l'électricité produite dans le réseau haute tension 225 kilovolts exploité par la STEG. Le montage financier totalise 250 millions de dinars. La Banque africaine de développement a injecté 73 millions de dinars dans l'opération, complétés par des lignes de crédit du Groupe de la Banque mondiale. L'entreprise émiratie Amea Power pilote le développement et l'exploitation du site. Sur le plan macroéconomique, l'installation génère des économies annuelles de 22 millions de dollars sur les achats de gaz naturel, soit une contraction de 2,3 % des volumes importés. La Société tu-

nisienne de l'électricité et du gaz réduira ses dépenses en combustibles fossiles de 15 millions de dollars chaque année. Dès le démarrage, 50 millions de dinars seront retranchés des coûts de production électrique conventionnelle. La Tunisie, qui dépend majoritairement du gaz pour produire son électricité, vise à parvenir à 35% d'électricité issue des énergies renouvelables d'ici 2030. Or, en janvier 2025, la production nationale issue du renouvelable n'atteignait que 766 MW sur l'ensemble du parc électrique.

Dynamiser la production d'électricité

En mars dernier, le ministère de l'industrie, des mines et de l'énergie a signé de nouvelles conventions pour réaliser quatre projets totalisant plus de 500 MW, pour un investissement avoisinant 1,140 milliard de dinars. Les licences ont été attribuées à Qair International (France) pour deux centrales totalisant 300 MW, Voltaia pour une centrale de 100 MW, Scatec (Norvège) et Eurus Energy / Toyota Tsusho (Japon) pour une centrale de 100 MW. Selon le ministère, ces projets devraient entrer en service à partir de 2027, et générer environ 1100 GWh/an, soit 5% de

la production nationale d'électricité. Ils permettront également d'économiser près de 250000 tonnes de gaz naturel, d'une valeur d'environ 369 millions de dinars par an, et de réduire les coûts de production électrique d'environ 590 millions de dinars par an. D'après la loi de finances 2026, les autorités prévoient de poursuivre l'appui du secteur de l'électricité. Les dépenses de compensation pour les carburants et l'électricité devraient atteindre 5 milliards de dinars en 2026, contre 5,7 milliards attendus en 2025, dont 3,1 milliards destinés à la STEG. La même loi précise que les autorités n'envisagent aucune hausse des prix des carburants et de l'électricité en 2026. Parallèlement, un plan sera mis en place pour améliorer la maîtrise de la consommation et renforcer le contrôle de la distribution des bouteilles de gaz domestique, dont l'État subventionne 71% du coût réel. Au cours des dernières années, la stratégie de l'État dans le secteur de l'électricité s'est orientée vers un renforcement de l'investissement. Cette orientation s'est illustrée par l'adoption de textes juridiques permettant l'exercice de l'activité de production d'électricité par des opérateurs autres que l'État.

ÉGYPTE

Nawah Scientific lève 23 millions \$ pour renforcer
ses laboratoires

La plateforme égyptienne de services scientifiques Nawah Scientific a bouclé une série A de 23 millions \$, en financement

mixte (actions, dette et subventions), pour accélérer son expansion régionale. Le groupe prévoit d'utiliser ces fonds pour inaugurer un cen-

tre de recherche au Rwanda et étendre la capacité de ses laboratoires en Égypte et en Arabie saoudite, tout en modernisant ses équipements.

L'objectif est de positionner la région comme un pôle majeur de recherche et de tests, couvrant à la fois l'Afrique et le Moyen-Orient.

AUTONOMISATION DES FEMMES ET ALIMENTATION

L'Égypte et le Canada signent trois projets

Le Canada est un partenaire qui finance plusieurs projets en Égypte, avec un portefeuille atteignant 29 millions \$. Les présents projets s'inscrivent dans le cadre de l'intégration des mécanismes de planification et de coopération internationale visant à soutenir les efforts de développement global dans le pays. L'Égypte et le Canada ont procédé à la signature de trois projets d'une valeur d'environ 552 millions de livres égyptiennes (environ 11,5 millions \$), visant à autonomiser les femmes et à renforcer la sécurité alimentaire. L'annonce a été faite le mercredi 17 décembre 2025, par le ministère égyptien de la Planification, du Développement économique et de la Coopération internationale. Le premier projet a pour objectif d'ap-

porter un soutien global aux femmes et aux filles réfugiées en Égypte, afin de renforcer la protection et l'inclusion sociale, en améliorant leurs conditions de vie et en facilitant l'accès aux services et à la protection. Il sera mis en œuvre par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et promeut également l'égalité des sexes. Le second projet, intitulé « Alimentation pour l'avenir : autonomisation des femmes grâce à une approche holistique de la nutrition des mères et des filles en Égypte », vise à améliorer la nutrition et les soins de santé des mères, des filles et des enfants. Il soutient également des programmes de formation et sera mis en œuvre par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), en coopération avec le ministère égyptien de la Santé.

Quant au troisième projet, Masarat, il vise à autonomiser les femmes et les adolescentes en Haute-Égypte, tout en améliorant l'accès aux services de santé reproductive. Il soutient les objectifs de développement durable (ODD) et complète les initiatives en cours, en ciblant les jeunes et en renforçant la capacité des communautés locales à fournir des services efficaces. Dans l'optique de construire une société juste garantissant l'égalité des droits et des chances pour ses fils et ses filles, le gouvernement égyptien a mis en place la stratégie d'autonomisation des femmes 2030. Sa vision repose sur l'idée que, d'ici 2030, « la femme égyptienne deviendra un acteur principal du développement durable dans un pays qui lui garantit tous les droits consacrés par la Constitution, lui as-

sure une protection complète et lui offre, sans discrimination, des opportunités économiques, sociales et politiques lui permettant notamment de développer ses capacités ». Par ailleurs, le Plan stratégique national de l'Égypte (2023-2028), élaboré avec le Programme alimentaire mondial (PAM), vise à garantir que les populations en situation de vulnérabilité profitent d'un meilleur accès et d'une meilleure qualité des services d'alimentation, de nutrition, de santé et d'éducation d'ici 2028. Le partenariat avec le Canada finance déjà plusieurs projets en Égypte dans divers secteurs de développement. Le portefeuille de financement, en dehors de ce nouvel accord, atteignait environ 40 millions de dollars canadiens (29 millions \$).

RAPPORT DU DÉPARTEMENT AMÉRICAIN DE L'AGRICULTURE

L'Afrique a fourni 41 % des importations de coton du Bangladesh en 2024/2025

L'industrie textile bangladeshie est l'une des plus compétitives au monde, bénéficiant d'une main-d'œuvre qualifiée et d'un faible coût du travail. La croissance de ses exportations de vêtements nourrit la demande en coton importé.

En 2024/2025, le Bangladesh a acheté 41 % de son coton depuis l'Afrique, soit environ 3,3 millions de balles. C'est ce que révèle le dernier rapport du Département américain de l'agriculture (USDA) sur le marché mondial de la fibre. Au total, le pays d'Asie du Sud aura importé 8,05 millions de balles (1 balle = 220 kg environ) de coton au terme de ladite campagne (août 2024/juillet 2025), en hausse de 6,2 % d'une année sur l'autre. Ce stock en fait le premier importateur mondial de la fibre blanche, de justesse devant le Vietnam qui a acheté 100 000 balles de coton de moins, et largement devant la Chine (5,19 millions de balles). Cette croissance des achats vient confirmer la reprise de l'industrie textile après le ralentissement lié à la crise de Covid-19. Le pays qui figure parmi les plus grands exportateurs mondiaux de vêtements dépend à près de 98 % du marché international pour satisfaire ses besoins en coton en raison d'une production locale encore embryonnaire (environ 155 000 balles).

Selon l'USDA, le Bénin, le Cameroun, le Burkina Faso et le Mali ont été les principaux fournisseurs africains de matières premières au Bangladesh, qui s'est aussi approvisionné au Brésil (25 %) et en Inde (15 %). Pour la campagne 2025/2026, l'organisme américain estime que le Vietnam pourrait devenir le premier importateur mondial de coton avec 8,1 millions de balles, contre 8 millions de balles pour le Bangladesh d'ici juillet. En attendant l'évolution des prévisions dans les prochains mois, l'USDA estime que le Bangladesh devrait tirer avantage de sa forte dépendance au marché de l'Union européenne (50 % du total des ventes d'habillement prêt-à-porter) où il bénéficie d'un accès en franchise de droits au moins jusqu'en 2029 à un moment où il doit faire face à des droits de douane imposés par les USA (20 %). Si un tel contexte pourrait encore stimuler la consommation de coton, la volonté de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest d'accroître la valeur ajoutée sur place avec des investissements dans le textile et la confection pourrait

toutefois limiter progressivement les perspectives à l'export pour ces fournisseurs. Au Bénin par exemple, les autorités projettent de transformer la quasi-totalité de la production de fibres de coton d'ici 2032 avec près 28 unités intégrées additionnelles de textile, au niveau de la Zone industrielle de Glo-Djibé (GDIZ) située à une quarantaine de kilomètres de Cotonou. Quoiqu'il en soit, les observateurs estiment que l'industrie textile bangladaise restera encore attractive pour l'ensemble des exportateurs mondiaux. D'après l'USDA, le pays qui utilise actuellement 8,5 millions de balles de coton actuellement peut en consommer jusqu'à actuellement 15 millions de balles avec un réseau d'environ 4500 usines qui emploient près de 4 millions de personnes. Le Bangladesh a exporté pour 39,3 milliards USD de vêtements prêt-à-porter en 2024/2025 dont les pantalons, des T-shirts, des chemises en maille, des pulls, des blouses et des sous-vêtements.

CRÉDITS BANCAIRES

Le Togo atteint 903 milliards FCFA à fin septembre 2025

L'augmentation des crédits récemment octroyés au Togo souligne l'importance du système bancaire dans le soutien à l'activité économique, malgré un environnement marqué par des contraintes. Cette évolution traduit la permanence des besoins de ressources financières exprimés par les différents acteurs. Au Togo, les banques ont accordé 903 milliards FCFA au titre de nouveaux crédits à fin septembre 2025, selon le Conseil National du Crédit (CNC), réuni en fin de semaine écoulée à Lomé. Ce volume correspond à une hausse de 22 % en com-

paraison avec les mises en place de crédits sur la même période, l'année précédente, estimées à 740 milliards FCFA. D'après le Conseil, présidé par le ministre des Finances et du Budget, Essowè Georges Barcola, cette progression du financement de l'économie par les banques reflète une dynamique jugée encourageante. Elle traduit également le maintien de la confiance des établissements financiers dans l'économie nationale, dans un contexte de croissance soutenue, en dépit d'un environnement international marqué par de nombreuses incertitudes. Par ailleurs, les taux débiteurs prati-

qués par les banques togolaises demeurent relativement contenus. En septembre, ils se sont établis autour de 7,5 % en moyenne, un niveau proche de la moyenne observée dans la sous-région. En dépit de ces performances, le CNC souligne que plusieurs défis majeurs restent à relever par le secteur bancaire. Il s'agit notamment de développer des produits et instruments financiers innovants afin de mobiliser l'épargne de la diaspora, d'accroître les financements en faveur des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME), du logement et de l'agriculture. Ou

d'améliorer la qualité des services financiers, ainsi que de poursuivre la digitalisation des services tout en garantissant la sécurité des systèmes d'information. Dans cette perspective, le CNC attend des propositions concrètes de la part des dirigeants de l'Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers du Togo (APBEF-Togo) et de l'Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés du Togo (APSFD-Togo), en vue de relever ces différents défis et de renforcer durablement le financement de l'économie togolaise.

FINANCEMENT DE LA DETTE DES ÉTATS SUR LE MARCHÉ RÉGIONAL

Ecobank et Coris Bank en tête

Le dernier classement des spécialistes en valeurs du Trésor confirme la domination d'Ecobank et de Coris Bank sur le marché régional de la dette, au cœur du financement budgétaire des États de l'UEMOA en 2024. Sur le marché des titres publics de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), deux groupes bancaires se distinguent nettement : Ecobank et Coris Bank International. Le dernier classement des spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) confirme leur rôle central dans le financement des États de la région, dans un contexte marqué par la hausse des besoins budgétaires et le resserrement des conditions financières. Présent dans l'ensemble des pays de l'Union, Ecobank arrive en tête dans plusieurs marchés clés, notamment en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Bénin et au Togo. Ces pays concentrent une part importante des émissions de bons et d'obligations du Trésor de l'UEMOA. De son côté, Coris

Bank International est aussi devenu un acteur de premier plan dans plusieurs pays sahéliens. La banque, dont le siège est au Burkina Faso, occupe la première place parmi les SVT au Burkina Faso, au Mali, au Niger et en Guinée-Bissau, talonnée dans la plus part de ces marchés par le groupe Ecobank. Dans ces économies plus dépendantes du financement domestique, Coris Bank s'appuie sur une forte proximité avec les Trésors publics. Cette répartition du leadership illustre bien une structuration du marché régional autour de deux pôles. Ecobank domine les marchés les plus profonds et les plus liquides, tandis que Coris Bank est particulièrement présente dans les pays où le financement de l'État repose davantage sur le système bancaire local. Ensemble, les deux groupes assurent une large part de l'intermédiation entre les États et les investisseurs. Derrière ce duo, d'autres établissements — Bank of Africa,

Orabank, CBAO ou encore plusieurs sociétés de gestion et d'intermédiation — participent également au fonctionnement du marché, sans toutefois remettre en cause la position dominante des deux leaders. Alors que les États de l'UEMOA continuent de recourir massivement aux marchés domestiques pour financer leurs budgets, le rôle des banques Spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) apparaît plus que jamais déterminant pour la stabilité et la liquidité du marché régional de la dette. À la date du 17 décembre, plus de 11 460 milliards fcfa (20,47 milliards \$) ont déjà été mobilisés auprès des investisseurs sur le marché régional, soit environ 41% de plus que l'an dernier, où un total de 8127 milliards fcfa avait été levé sur l'ensemble de l'année. Entre 80 % et 90 % de ces montants proviennent des banques de la zone, confirmant leur rôle central dans l'absorption et la distribution de la dette souveraine.

GABON

La dette progresse de 20,6%, les arriérés franchissent la barre de 792 millions \$ en 10 mois

Cette évolution renforce les préoccupations autour de la viabilité de la dette et de l'aptitude de l'État gabonais à respecter ses obligations financières dans les délais impartis, en particulier envers certains créanciers et prestataires. À fin octobre 2025, la dette publique du Gabon a connu une forte progression. Selon les données de la Direction générale de la dette (DGD), l'encours global est passé de 7133 milliards à 8606,6 milliards fcfa (15,37 milliards \$), soit une augmentation de près de 1473 milliards en dix mois. Cette hausse de 20,6 % illustre le recours accru de l'État à l'endettement pour couvrir ses besoins de financement, dans un contexte marqué par de fortes tensions de trésorerie. Cette envolée est principalement tirée par la dette intérieure, dont l'encours atteint désormais 4391,9 milliards fcfa. Le marché financier régional en constitue l'essentiel, avec plus de 3200 milliards, confirmant la dépendance croissante du Trésor gabonais à ce canal de financement. La dette extérieure s'établit, pour sa part, à 4214,8 milliards fcfa. Elle est largement dominée par les créanciers multilatéraux et le marché financier international. Les engagements envers les institutions multilatérales avoisinent 1646,7 milliards, tandis que la dette contractée sur les marchés internationaux dépasse 1397 milliards. Cette structure traduit un recours croissant à des financements commerciaux et obligataires pour soutenir les politiques publiques. Parallèlement, les arriérés de la dette poursuivent leur progression. À fin octobre 2025, ils ont atteint 443,6 milliards fcfa (792 millions \$), en hausse de plus de 174 milliards fcfa par rapport à décembre 2024. Ce stock combine des échéances courantes non honorées et des arriérés plus anciens, révélant des difficultés persistantes dans la gestion des liquidités publiques. Cette situation suscite des inquiétudes quant à la soutenabilité de la dette et à la capacité de l'État à respecter ses engagements dans les délais, notamment envers certains créanciers et fournisseurs, avec des répercussions potentielles sur l'activité économique.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street positivement surprise par l’inflation américaine

La Bourse de New York a terminé en hausse jeudi, saluant le ralentissement inattendu de l'inflation en novembre aux Etats-Unis et les bons résultats trimestriels du fabricant de semi-conducteurs Micron.

Le Dow Jones a pris 0,14%, l'indice Nasdaq a avancé de 1,38% et l'indice élargi S&P 500 a gagné 0,79%. L'indice des prix à la consommation (CPI) a reflué le mois dernier à 2,7% sur un an alors qu'il était de 3% en septembre (les chiffres d'octobre ne seront jamais connus en raison de la paralysie budgétaire, "shutdown", qui a touché les Etats-Unis à l'automne), selon un rapport dévoilé jeudi. L'inflation sous-jacente (hors prix volatils de l'alimentation et de l'énergie) a aussi ralenti, à 2,6% (contre 3% en septembre). "Les données publiées aujourd'hui offrent à la banque centrale (américaine, ndlr) une marge de manœuvre plus large pour une nouvelle série de baisses de taux", estime Jose Torres, d'Interactive Brokers. La Réserve fédérale (Fed) dispose d'un double mandat visant d'un côté à maintenir l'inflation à long terme autour de 2% et de l'autre à faire en sorte que Etats-Unis soient au plus proche du plein emploi. Ces derniers mois, l'institution s'est concentrée sur l'atonie du marché du travail, et a

choisi de procéder à trois baisses de taux consécutives. "L'un des plus grands risques encourus est de voir l'inflation augmenter alors que (la banque centrale) essaye de lutter contre le chômage", relève auprès de l'AFP Jack Ablin, de Cresset Capital Management. Les chiffres de jeudi sont donc venus quelque peu rassurer les investisseurs. Et "parallèlement, les inscriptions hebdomadaires au chômage ont également été inférieures aux prévisions, ce qui contribue à apaiser les inquiétudes liées au ralentissement du marché du travail", ajoute Jose Torres. Des analystes ont toutefois estimé que les données du CPI pouvaient être en partie faussées, le "shutdown" ayant suspendu pendant plusieurs semaines la collecte des informations par les services statistiques officiels. Sur le marché obligataire, le rendement de l'emprunt américain à dix ans s'est détendu à 4,12% vers 21H30 GMT, contre 4,15% mercredi en clôture. Côté entreprises, le fabricant de semi-conducteurs Micron (+10,12% à 248,55 dollars) s'est envolé, au lendemain de la publi-

cation de résultats trimestriels et prévisions financières sensiblement supérieurs aux attentes. Pour le premier trimestre de son exercice décalé, Micron a notamment engrangé un bénéfice net de 5,4 milliards de dollars, là où les analystes tablaient sur 4,5 milliards, pour un chiffre d'affaires record de 13,64 milliards de dollars. Et le fabricant s'attend à de meilleures performances encore lors du prochain trimestre, avec un chiffre d'affaires de plus de 18 milliards de dollars. Ces performances financières ont été jugées rassurantes par les investisseurs, qui avaient été déçus par d'autres résultats de géants technologiques comme Palantir, Oracle ou Nvidia. Trump Media - maison mère du réseau Truth Social fondé par Donald Trump - a été propulsée (+41,93% à 14,86 dollars)

après avoir annoncé une alliance avec la société américaine TAE, qui développe une technologie de fusion nucléaire, dans un contexte d'explosion des besoins en énergie. La start-up spatiale Rocket Lab (+11,05% à 59,92 dollars) a profité du lancement réussi, et en avance selon elle, de plusieurs satellites pour le compte du ministère américain de la Défense. Les entreprises spécialisées dans le cannabis, à l'instar de Canopy Growth (-11,98%) ou Aurora Cannabis (-3,41%), ont terminé dans le rouge, malgré la décision de la Maison Blanche de changer le classement de la marijuana parmi les substances addictives, afin de prendre en compte l'usage thérapeutique. Ce changement n'ouvre pas dans l'immédiat la voie à une dépénalisation au niveau fédéral et les marchés avaient déjà anticipé l'annonce.

POINT-MARCHÉS

L’Europe sur de faibles variations après les banques centrales

Les principales Bourses européennes évoluent sur de faibles variations vendredi en début de séance après les gains de la veille, les investisseurs se concentrant sur les perspectives de politique monétaire au terme d'une semaine très chargée. À Paris, le CAC 40 grappille 0,02% à 8.151,91 points vers 08h34 GMT. À Francfort, le Dax prend 0,08% et à Londres, le FTSE 100 prend 0,04%. L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 0,02% et le FTSEurofirst 300 de 0,06%. Le Stoxx 600, qui a enregistré jeudi sa meilleure performance journalière en plus de trois semaines, prend 0,03% vendredi. Comme prévu, la BCE a maintenu jeudi ses taux d'intérêt inchangés, tout en soulignant les perspectives économiques plus optimistes pour la zone euro, ce que les investisseurs interprètent comme une probable fin de son cycle d'assouplissement monétaire. En France, la banque centrale a par ailleurs relevé vendredi sa prévision de croissance économique pour 2025, à la faveur d'un "pic d'activité" inattendu au troisième trimestre. Une commission mixte paritaire (CMP) tentera par ailleurs ce vendredi de trouver un compromis sur le budget de la deuxième économie de la zone euro pour 2026. En l'absence d'accord, une "loi spéciale" du gouvernement pour le budget 2026 conduirait à un déficit "nettement

supérieur" à ce qui est souhaitable pour l'endettement de la France, a prévenu vendredi François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France. L'économie allemande, la première de la zone euro, reste toutefois morose, comme en témoigne le moral des consommateurs, qui devrait se détériorer considérablement début 2026, avec la propension à épargner des ménages, motivée par un regain d'incertitude, atteignant son plus haut niveau depuis la crise financière de 2008. Les prix à la consommation aux États-Unis, qui ont augmenté bien moins que prévu en novembre, n'ont pas beaucoup changé les perspectives concernant les taux d'intérêt de la Réserve fédérale (Fed) pour 2026. Aux valeurs, Ipsen abandonne 2,2% après avoir annoncé vendredi que l'essai pivotale de Phase II FALKON pour son médicament expérimental contre la fibrodysplasie ossifiante progressive (FOP) n'avait pas atteint son critère principal, engendrant la clôture de l'étude. Ailleurs en Europe, Puma perd 2% après que son rival américain Nike a fait état jeudi soir d'une baisse de ses marges brutes, les mauvaises ventes en Chine et les efforts visant à rééquilibrer son portefeuille de produits continuant de peser sur le géant de l'habillement sportif.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 17 Décembre 2025 Valeur : 19 Décembre 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.6994	129.7144
1	EUR	EURO	151.8261	151.8696
1	GBP	POUND STERLING	172.7023	172.7452
100	JPY	JAPANESE YEN	83.3651	83.3801
1	CNY	CHINESE YUAN	18.4054	18.4099
1	CHF	SWISS FRANC	162.3881	162.4883
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.0873	94.1187
1	DKK	DANISH KRONE	20.3205	20.3282
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.8891	13.8937
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.7047	12.7111
1	AED	UAE DIRHAM	35.3116	35.3253
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5727	34.5804
1	KWD	KUWAITI DINAR	422.4736	422.6601
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.2208	44.6652
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1539	14.1556
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8791	24.0016
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2597	3.2698
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.6302	177.6302

CAC 40

Une séance qui devrait déjà prendre des airs de trêve des confiseurs

La Bourse de Paris devrait évoluer sans grande tendance vendredi en début de journée, à l'amorce d'une séance qui pourrait déjà prendre des airs de trêve des confiseurs à quelques jours de Noël, et au vu du programme et des volumes allégés qui attendent les investisseurs pour cette dernière session de l'ultime semaine complète de l'année 2025. Vers 8h05, le contrat "future" sur l'indice CAC 40 - échéance décembre - recule de 11 points à 8 140,5 points, laissant entrevoir une ouverture autour de l'équilibre. Après un calendrier chargé d'un point de vue monétaire et de publications de données aux Etats-Unis., la séance s'annonce particulièrement calme, ce qui pourrait donner aux in-

tervenants la possibilité de procéder à leurs derniers ajustements de positions et réallocations d'actifs avant de désertier leur desk en vue des fêtes de fin d'année. Le marché devrait toutefois continuer de profiter des chiffres rassurants de l'inflation américaine et des solides perspectives du fabricant de semi-conducteurs Micron dans l'IA, qui avaient permis à Wall Street de clôturer sur une note positive hier soir, avec des gains de 0,1% pour le Dow Jones, de 0,8% pour le S&P 500 et de 1,4% pour le Nasdaq. Ces deux derniers indices sont ainsi revenus bien au-dessus de leur moyenne mobile à 50 jours (MM50) qu'ils avaient enfoncé au cours des séances précédentes, envoyant un signal technique positif en vue de

l'enclenchement d'un éventuel "rally" de fin d'année. Les intervenants digèrent par ailleurs le message plutôt encourageant livré hier par la Banque centrale européenne (BCE), qui n'a pas touché à ses taux mais qui a relevé ses prévisions de croissance pour la zone euro en 2026. "Le sentiment observé sur les marchés hier s'est clairement apparenté à celui d'un scénario de type "goldilocks"", estiment les analystes de Danske Bank. "Les actions ont progressé avec une nette préférence pour les valeurs cycliques, la volatilité au sens du VIX s'est calmée, les rendements obligataires se sont détendus, les spreads de crédit se sont resserrés et le bitcoin a poursuivi sa hausse", fait va-

loir la banque danoise. "Que faut-il en retenir ? Que les investisseurs abordent l'année à venir dans un état d'esprit très favorable, avec des fondamentaux macroéconomiques suffisamment solides pour soutenir une nouvelle année de bonnes performances des actifs risqués", soulignent les stratèges. L'indice STOXX Europe 600 en a profité pour établir un nouveau plus haut historique tandis que le CAC 40 s'adjudageait 0,8% à 8 150,6 points. Avec un gain qui atteint pour l'instant autour de 1% sur la semaine, l'indice parisien n'évolue plus qu'à 160 points, soit environ 2%, de son record absolu des 8 314,2 points, ce qui pourrait pousser les investisseurs à pousser prudemment les cours à la hausse durant la traditionnelle trêve

des confiseurs, une période marquée par une activité habituellement calme mais aussi par une saisonnalité porteuse. Après une semaine chargée en termes de déclarations de responsables monétaires et d'indicateurs financiers, le calendrier du jour s'annonce très calme sur le front des statistiques économiques, ce qui promet des volumes d'échanges réduits. La semaine s'achèvera toutefois avec le phénomène des "quatre sorcières", qui marque l'expiration simultanée des options et futures sur actions et sur indices, une conjonction susceptible de favoriser la volatilité en poussant de nombreux acteurs de marché à clôturer leurs livres de comptes.

UNE CROISSANCE MEILLEURE QU'ESPÉRÉE

La Banque de France révisé à la hausse sa prévision pour 2025

L'institution prévoit une croissance de 0,9% pour l'année 2025, moindre qu'en 2024 mais plutôt optimiste dans ce contexte d'incertitude budgétaire.

L'économie tricolore résiste. La Banque de France a relevé ce vendredi 19 décembre sa prévision de croissance à 0,9% pour 2025, après 1,1% en 2024, notamment en raison de chocs sur l'économie française aux effets moindres qu'escompté il y a quelques mois, et malgré un contexte budgétaire incertain. Dans le sillage de l'Insee, l'institution monétaire a révisé à la hausse sa projection annuelle. La banque centrale tablait jusqu'ici sur une progression du produit intérieur brut (PIB) tricolore de 0,7% en 2025 et 0,9% en 2026, tandis que le ministère de l'Économie anticipe toujours une croissance à 0,8% en 2025. Selon la Banque de France, le PIB progresserait de 1% en 2026. Elle estime aussi que l'inflation devrait s'établir à 0,9% en 2025, après 2,3% en 2024, une prévision sensiblement inférieure à ses estimations d'il y a un an. Ces données sont publiées dans un contexte politique et budgétaire incertain,

alors qu'une réunion cruciale entre sénateurs et députés doit se tenir vendredi pour tenter d'aboutir à un compromis sur le budget, et dont l'issue paraît incertaine.

Contexte politique incertain

En cas d'échec de ce conclave, le gouvernement pourrait envisager le vote d'une loi spéciale, ce qui permettrait de reconduire les impôts de 2025 en 2026 (hors mesures exceptionnelles), une solution temporaire avant de tenter de faire adopter un budget l'année prochaine. C'est dans ce contexte que la Banque de France a présenté ses projections macroéconomiques, renouant avec les prévisions de croissance partagées un an auparavant, en décembre 2024, quand l'institution monétaire prévoyait une croissance de 0,9% pour l'année 2025. Face à de multiples chocs d'incertitude, et en particulier la menace des droits de douane américains, la Banque de France avait ensuite

abaissé sa prévision de croissance au cours de l'année, à 0,6% au mois de juin, a précisé l'économiste en chef de la Banque de France, Olivier Garnier. «On revient en fin d'année aux projections d'il y a un an, un peu comme s'il n'y avait pas eu tous les chocs d'incertitude», a-t-il relevé, soulignant leur impact moindre qu'anticipé, mais dont les effets pourraient peut-être être «plus durables». Pendant l'année, l'activité a notamment été tirée par l'aéronautique et des exportations très dynamiques au second semestre, et la demande adressée à la France a été «très sensiblement révisée à la hausse», a expliqué Olivier Garnier. En 2026, la prévision de croissance serait soutenue par un redressement de la consommation des ménages et de l'investissement privé, estime la Banque de France, qui s'est toutefois gardée de fournir des prévisions chiffrées sur le déficit public.

USA

L'IPC américain en hausse de 2,7% en novembre, inférieur aux attentes du marché

L'indice des prix à la consommation (IPC) américain a progressé de 2,7% en glissement annuel au mois de novembre, selon les données publiées jeudi par le Bureau américain des statistiques du travail (BLS). Ce chiffre est inférieur aux attentes du marché, qui s'élevaient à 3,1%, et légèrement inférieur à la hausse de 3% enregistrée

en septembre. Selon le BLS, l'IPC de base, qui exclut les prix volatils des denrées alimentaires et de l'énergie, a ralenti à 2,6% en glissement annuel en novembre. Le rapport sur l'inflation de novembre ne comprend pas les variations mensuelles, car les données d'octobre 2025 sont manquantes. Néanmoins, les économistes ont mis en garde

contre une interprétation de ce rapport comme le début d'une tendance à la baisse de l'inflation, compte tenu de l'absence de données comparatives pour le mois d'octobre. La semaine dernière, la Fed a abaissé la fourchette cible du taux des fonds fédéraux de 25 points de base, la ramenant à 3,5-3,75%, après sa réunion de politique monétaire de dé-

cembre, affirmant que "l'incertitude quant aux perspectives économiques reste élevée". Le BLS a annoncé que le taux de chômage aux États-Unis avait atteint 4,6% en novembre, son plus haut niveau depuis octobre 2021, le nombre de chômeurs passant de 7,1 millions à 7,8 millions par rapport à la même période en 2024.

ARGENTINE

Forte mobilisation contre le projet Milei de réforme du travail

Plusieurs milliers de personnes ont défilé jeudi dans les rues de Buenos Aires, première importante mobilisation contre le projet de réforme du travail impulsé par le président ultralibéral Javier Milei depuis son récent succès

à des législatives de mi-mandat. L'après-midi, des colonnes distinctes de quelques milliers de personnes ont convergé vers la Place de Mai siège de la Casa Rosada, où était déployé un massif dispositif policier, pour un rassemblement

voué à paralyser le centre de la capitale. La mobilisation, qui promettait d'être très suivie, est principalement à l'appel de la CGT, première centrale syndicale du pays d'obédience péroniste (centre-gauche).

JAPON

La Banque centrale relève son taux directeur à 0,75%, le plus haut depuis 30 ans

En fixant son taux à 0,75%, contre 0,5% jusque-là, la Banque centrale procède à son premier tour de vis monétaire depuis janvier. Elle avait entamé son resserrement en mars 2024 après une décennie de politique ultra-accommodante. La Banque du Japon (BoJ) a relevé vendredi son taux directeur au plus haut niveau depuis 1995, une décision largement attendue par les analystes face à une inflation tenace dans l'archipel et à la faiblesse chronique du yen. En fixant son taux à 0,75%, contre 0,5% jusque-là, la Banque centrale procède à son premier tour de vis monétaire depuis janvier. Elle avait entamé son resserrement en mars 2024 après une décennie de politique ultra-accommodante.

«L'économie japonaise s'est redressée modérément, bien que certaines faiblesses aient été observées par endroits», a observé la Banque centrale dans un communiqué, ajoutant que «bien que des incertitudes demeurent au sujet de l'économie américaine et de l'impact de la politique commerciale (...), ces incertitudes ont décliné.» Le gouverneur de la BoJ, Kazuo Ueda, avait récemment envoyé des signaux laissant présager une hausse de taux, expliquant notamment que l'impact des droits de douane américains sur les exportateurs nippons était pour l'heure maîtrisé.

Inflation depuis 2022

Le pays, longtemps aux prises avec la déflation, connaît depuis 2022 une forte hausse des prix à la consommation, tirée par la flambée des prix des hydrocarbures dans la foulée de l'invasion russe de l'Ukraine, et la dépréciation du yen. En novembre, les prix à la consommation au Japon ont ainsi augmenté de 3% (hors produits frais) sur un an, selon des chiffres publiés vendredi matin, dépassant pour le 44e mois consécutif l'objectif de la BoJ d'une inflation stable à 2%. Mais au-delà de la hausse de taux de vendredi, c'est le discours de Kazuo Ueda, attendu plus tard dans la journée, qui sera scruté à la recherche d'indices sur la marche monétaire future de la BoJ. «Nous ne serions pas surpris si le conseil des gouverneurs adoptait un ton

plus affirmé en faveur d'une hausse concernant les perspectives pour l'inflation et les taux d'intérêt», a commenté Abhijit Surya de Capital Economics, qui prévoit que les taux de la BoJ atteindront 1,75% en 2027. Pour l'heure, la BoJ a simplement noté dans son communiqué qu'elle continuerait sur la voie de la normalisation «si les perspectives relatives à l'activité économique et aux prix» qu'elle a identifiées en octobre se maintenaient. Dans ce contexte d'incertitude quant aux mouvements futurs de la BoJ, la devise nippone était en léger recul comparé à son niveau d'avant l'annonce, le dollar s'échangeant pour 156,02 yens vers 03h50 GMT, contre 155,68 yens dans la matinée.

MEXIQUE

Baisse continue du taux directeur, fixé à 7%

La Banque centrale du Mexique a abaissé son taux directeur pour la douzième fois consécutive jeudi, invoquant la faiblesse de l'activité économique dans le pays et les incertitudes autour du commerce mondial. Le conseil d'administration de Banxico a décidé "à la majorité" de réduire le taux de 25 points de base, s'établissant à 7%, compte tenu "de la faiblesse de l'activité économique et des impacts possibles des changements de politique commerciale au niveau mondial", selon un communiqué de l'institution. La décision de poursuivre le cycle de baisse du coût du crédit a été prise "en cohérence avec l'évaluation du contexte inflationniste actuel", précise Banxico. En novembre, l'indice des prix à la consommation sur 12 mois s'est établi à 3,8%, dans la fourchette cible 3%, +/- un point de pourcentage. Fin novembre, Banxico a réduit de moitié sa prévision de croissance du PIB mexicain pour 2025, après un troisième trimestre décevant sur fond d'incertitudes des relations commerciales avec les États-Unis où partent plus de 80% de ses exportations. La croissance prévue pour 2025 de la deuxième économie d'Amérique latine, après le Brésil, est prévue à 0,3%.

MERCOSUR-UE

Report à janvier de la signature de l'accord commercial

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a informé les dirigeants des 27 pays de l'Union européenne, réunis à Bruxelles, du report à janvier de la signature de l'accord commercial entre l'UE et des pays du Mercosur, a-t-on indiqué jeudi des sources diplomatiques. Ursula von der Leyen espérait parapher ce traité de libre-échange samedi, lors du sommet du Mercosur dans la ville brésilienne de Foz do Iguaçu. Mais elle avait besoin au préalable de l'aval d'une majorité qualifiée d'États membres à Bruxelles, ce qu'elle n'a pas obtenu en raison en particulier de l'opposition de la France et de l'Italie.

Pour Apple, l'Europe ferait bien de copier la loi japonaise sur les smartphones

Alors que les relations entre Apple et la Commission européenne restent particulièrement tendues, la firme de Cupertino déploie ses changements pour iOS au Japon dans un climat bien plus apaisé. Pour le géant californien, la nouvelle régulation nipponne réussit là où le DMA a échoué : ouvrir la concurrence sans sacrifier la sécurité des utilisateurs ni l'innovation.

Apple vient de détailler les modifications apportées à son système d'exploitation mobile pour se conformer au Japan Smartphone Act (MSCA). Si l'entreprise doit ouvrir son écosystème, elle ne manque pas de souligner la supériorité du modèle japonais qui offre, selon elle, un équilibre bien plus pragmatique que le règlement européen.

Apple salue une ouverture maîtrisée

Cette prise de parole ne doit sans doute rien au hasard et survient dans un contexte particulièrement tendu sur le Vieux Continent. Nous rapportions il y a quelques jours la colère de la Coalition for App Fairness, qui s'indigne de voir Washington obtenir plus de résultats que Bruxelles. Alors que la justice américaine a forcé l'abandon des frais jugés injustifiés sur les liens externes, Apple continue de réclamer jusqu'à 20% de commission en Europe, huit mois après sa condamnation pour non-conformité au DMA. En vantant le modèle japonais, la marque tente de démontrer qu'il existe une alternative viable à la ligne dure européenne. L'approche japonaise se distingue d'ailleurs fondamentalement du texte européen par sa flexibilité sur la distribution des applications. Là où l'Europe impose le téléchargement depuis n'importe quel site Web (le sideloading complet), le Japon permet à Apple de restreindre cette distribution à l'App Store et à des places de mar-



ché alternatives dûment autorisées. En d'autres termes, Apple garde donc le contrôle, et reste garante de la sécurité pour filtrer les malwares. On le sait, Apple a souvent avancé cet argument dans les débats. Le modèle économique est lui aussi traité avec plus de souplesse. Contrairement à la situation en Europe où les développeurs peuvent totalement contourner le système de paiement d'Apple, la loi japonaise exige que l'achat intégré d'Apple soit toujours proposé comme option, même aux côtés d'alternatives. L'utilisateur nippon

conserve ainsi le choix de passer par un tiers ou de rester dans l'environnement d'Apple qu'il connaît. Avec le DMA, la situation est différente et Apple complexifiait encore les règles de son App Store en juin dernier pour tenter de garder le contrôle malgré les injonctions.

La protection des mineurs pointée dans le DMA

Le point le plus critique soulevé par Apple concerne la sécurité des enfants, un domaine où le DMA européen montrerait de

graves lacunes. Le texte japonais autorise explicitement les plateformes à prendre des mesures pour protéger les jeunes utilisateurs.

Concrètement, Apple pourra imposer des classifications d'âge même en dehors de l'App Store et interdire les transactions au sein des applications destinées aux moins de 13 ans. En Europe, l'absence de telles dispositions explicites expose les mineurs aux mêmes règles que les adultes. Sur ce point, les choses pourraient toutefois changer avec une nouvelle proposition de loi émanant du Parlement européen. Enfin, sans surprise, sur la question de l'innovation et de la propriété intellectuelle, Apple penche clairement en faveur du modèle asiatique. Alors que les utilisateurs européens sont privés de certaines fonctionnalités phares comme la Recopie de l'iPhone ou Apple Intelligence faute de clarté juridique, les clients japonais bénéficieront de toutes les nouveautés sans délai. La firme explique que la loi japonaise ne force pas l'interopérabilité si elle nuit à la propriété intellectuelle, là où le DMA contraint Apple à partager des technologies propriétaires (comme AirDrop ou AirPlay par exemple).

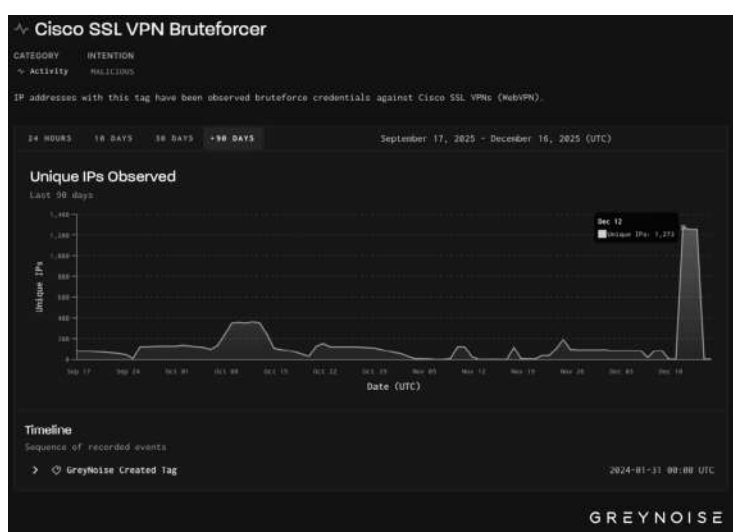
En tout cas, à l'heure actuelle, sur certains secteurs, Apple trainerait des pieds et multiplierait les excuses pour contourner les restrictions du DMA. C'est notamment le cas des moteurs de rendu des navigateurs, où la firme californienne n'entend pas perdre le monopole de WebKit.

Les VPN d'entreprise de nouveau ciblés par des attaques automatisées à grande échelle

La pression ne retombe pas sur les VPN d'entreprise. Après une première vague début décembre, GreyNoise observe une nouvelle montée en puissance des tentatives d'authentification automatisées, avec un périmètre qui s'élargit. La vague de tentatives de connexion observée début décembre contre plusieurs passerelles VPN d'entreprise ne s'est pas essouffée. Selon de nouvelles données publiées par GreyNoise, l'activité s'est au contraire intensifiée à la mi-décembre, avec un volume en nette hausse et un périmètre élargi. Après les portails GlobalProtect de Palo Alto Networks et les API SonicWall, ce sont désormais les passerelles Cisco SSL VPN qui se retrouvent dans le viseur. Même infrastructure d'hébergement, même logique d'essais d'identifiants automatisés, les éléments techniques relevés font écho à l'activité déjà observée début décembre. Sans qualifier explicitement ces événements de campagne unique sur l'ensemble du mois, GreyNoise décrit une opération coordonnée, menée sur plusieurs jours, et excluant toute exploitation de vulnérabilité.

De GlobalProtect à Cisco SSL VPN, deux étapes d'un même scénario

Le 11 décembre, les capteurs de GreyNoise ont enregistré un pic



particulièrement marqué d'activité visant une nouvelle fois les portails GlobalProtect. En l'espace de 16 heures, près de 1,7 million de sessions d'authentification ont été générées contre des profils émulant des passerelles Palo Alto Networks. Plus de 10 000 adresses IP distinctes ont tenté de se connecter à ces services, principalement localisés aux États-Unis, au Pakistan et au Mexique. Malgré cette diversité apparente, l'origine du trafic est restée remarquablement homogène. L'essentiel des requêtes provenait de l'espace d'adressage du fournisseur allemand 3xK GmbH. Pour GreyNoise, ce point est central. Il ne

s'agit pas d'un comportement réparti entre des machines compromises chez des particuliers, mais d'une infrastructure cloud centralisée, louée et pilotée pour mener cette campagne. Les tentatives de connexion observées suivent un modèle strictement uniforme. Les requêtes réutilisent des combinaisons d'identifiants courants, avec un agent utilisateur Firefox identique d'une session à l'autre, un choix inhabituel pour ce type d'activité automatisée. La constance du rythme, de la structure des requêtes et du user agent ne laisse guère de place au doute. L'objectif est d'identifier des portails exposés ou

faiblement protégés, et non d'interagir manuellement avec les services ou de tester des failles logicielles. Le lendemain, GreyNoise a observé une activité comparable visant cette fois des passerelles Cisco SSL VPN. Le nombre d'adresses IP uniques impliquées a alors bondi, passant d'un niveau habituel inférieur à 200 à plus de 1 200 en une journée. Une part importante de ce trafic a ciblé des capteurs génériques, ce qui suggère une approche opportuniste, destinée à balayer large plutôt qu'à viser des organisations spécifiques.

L'analyse technique établit un lien clair entre cette séquence et celle observée sur GlobalProtect. Les flux partagent la même empreinte TCP et proviennent, là encore, des plages IP associées à 3xK GmbH. GreyNoise souligne qu'il s'agit de la première utilisation à grande échelle de cette infrastructure contre des VPN Cisco au cours des dernières semaines. Les charges observées respectent les mécanismes d'authentification attendus, jusqu'à la gestion des jetons CSRF et des champs paramétrés pour les identifiants. Là encore, tout indique des attaques automatisées fondées sur des essais d'identifiants, relevant du password spraying (tester un même mot de passe sur un grand nombre de comptes), plutôt que d'une tentative d'exploitation logicielle.

Une pression continue sur les accès distants

GreyNoise précise n'avoir identifié aucun lien entre cette campagne et les attaques récentes rapportées par Cisco Talos contre les systèmes de messagerie Cisco. De son côté, Palo Alto Networks confirme être informé de cette activité, qu'il décrit comme des tentatives automatisées de sondage d'identifiants, sans exploitation de vulnérabilité ni compromission de ses infrastructures, et rappelle l'importance de mots de passe solides et de l'authentification multifactor. Cette séquence s'inscrit dans une tendance observée depuis plusieurs mois. Les passerelles VPN et les interfaces d'administration exposées sur Internet concentrent l'attention des attaquants, non pour des failles spécifiques, mais pour ce qu'elles offrent en cas de succès : un accès direct aux réseaux internes des organisations. Pour les équipes en charge de ces infrastructures, l'épisode souligne surtout la nécessité d'une surveillance fine des tentatives d'authentification et d'un durcissement cohérent des accès distants. L'authentification multifactor et l'usage d'identifiants uniques et robustes restent, dans ce contexte, des parades efficaces face à des campagnes fondées sur la simple réutilisation de mots de passe.

SERAIT-CE LA KEI CAR PARFAITE

Nissan s'offre un monospace à 7 places plus court qu'une Clio à partir de 6 000 €

Nissan proposera à compter de janvier prochain, le Gravite, un modèle court de 3,99 m logeant lui aussi 7 adultes à son bord et dont le prix de base avoisinera les 6 000 €. Bien évidemment, le Nissan Gravite n'est pas prévu pour nous, il sera destiné au marché Indien où il ne sera autre que le jumeau technique du Renault Triber.



Nissan avait officialisé la chose dès juillet 2024 puis présenté très furtivement le véhicule dans une courte vidéo promotionnelle de sa future gamme, en mars 2025, où à l'époque la nouvelle Leaf était la vedette. Cette fois, le nom du véhicule est dévoilé, il s'agit du Nissan Gravite. Ce petit monospace urbain de 3,99 m accueillant jusqu'à sept adultes à son bord arrivera début 2026 sur le marché indien. En effet, là-bas, les véhicules de moins de 4 mètres de long bénéficient d'une législation très favorable. Tandis que les normes en matière de collisions sont nettement plus souples qu'en Europe.

Il y est donc possible de compacter au maximum les occupants en limitant au strict minimum les zones d'absorptions et déformations. Ce qui est im-

pensable évidemment en Europe sous peine de résultats catastrophiques à l'Euro Ncap. Et n'oublions pas qu'avec 7 passagers à bord, le volume dévolu au coffre à tout simplement disparu. En revanche, avec 5 personnes à bord, lorsque la 3e rangée de siège est repliée, la capacité d'import est de 625 dm³. Au vu du gabarit de l'engin, la prouesse mérite d'être soulignée.

Le Nissan Gravite n'est pas vraiment un Nissan

Pour l'instant, il faut se contenter de six photos teaser, la révélation complète du véhicule n'aura lieu que le 21 janvier prochain. Pour autant, on y regardant de près, la base technique du Nissan Graphite n'est autre que celle du Renault Triber – à savoir la plateforme CMF-A+ – qui est passé par la

case restylage en juillet dernier. Le modelé du capot et surtout le contour des feux en attestent. En Inde, Renault et Nissan partagent depuis 2008 l'usine de Chennai qui a déjà à son actif plus de 2,8 millions de véhicules et 4,6 millions de groupes motopropulseurs à destination du marché indien bien sûr mais également pour l'exportation dans le monde entier. Depuis le 31 juillet dernier l'usine jusqu'alors détenue à 51 % par Nissan et de facto 49% par Renault est devenue l'entière propriété de Losange.

Ce dernier en a profité pour rebaptiser l'usine : Gerard Detourbet, le créateur du Duster, modèle qui sera prochainement produit sur ce site et qui sera également badgé Nissan avec pour patronyme Tekton.

Nissan n'a pas encore indiqué les prix du Gravite mais ils ne devraient pas

être éloignés de ceux de sa matrice Renault Triber. Ce dernier débute pour l'équivalent de 6 200 € tarif logiquement adapté au niveau de vie local.

Le Nissan Gravite est-il sous motorisé ?

Concernant la fiche technique, il ne devrait pas y avoir de surprise non plus. Le Nissan Gravite devrait recourir aux services du moteur à trois cylindres 1 litres essence atmosphérique distillant une puissance de 72 ch. Un bloc anémique mais suffisant pour déplacer les 925 kg de la version à boîte manuelle ou 955 kg avec une transmission automatique. En Inde, le Nissan Gravite viendra en complément du Nissan Magnite - jumeau technique du Renault Kiger, un SUV local dont le nouveau look ne passera pas inaperçu - et du Nissan X-Trail.

Mercedes est-il en train de reproduire la méthode Carlos Tavares ?

Face à la baisse des ventes en Chine et aux tensions douanières américaines, Mercedes intensifierait ses économies. Pour préserver ses marges, le constructeur viserait désormais une réduction de 5 milliards d'euros d'ici fin 2026, accélérant son calendrier initial. Cette restructuration s'accompagne de nombreux départs de cadres dirigeants, dont le chef du design, et d'une lutte contre un taux d'absentéisme jugé trop élevé. La firme semble entrer dans une phase d'austérité. Ce n'est pas la première fois que des économies et réduction de coûts sont évoquées au sein du groupe Mercedes. Et plus généralement en Allemagne, ce sont la plupart des constructeurs haut de gamme qui sortent d'une période dorée pour des temps plus difficiles, notamment marqués par une Chine qui privilégie de moins en moins le « premium » allemand. Au profit, évidemment, de véhicules chinois toujours plus aboutis, y compris dans les segments supérieurs.

De l'autre côté de la planète, Donald Trump n'arrange pas non plus les affaires des voitures produites sur notre continent. En clair, les Allemands, Mercedes en tête, doivent composer avec une mondialisation qui s'est quelque peu grippée. Et pour éviter que les marges ne s'écroulent complètement, la seule méthode efficace à court terme est la réduction des coûts. 5 milliards d'euros chez Mercedes, qui étaient normalement planifiés sur plusieurs années et arriver jusqu'à la fin 2027. Mais nos confrères du Manager Magazine donnent une tout autre version.

Mercedes veut plus d'économies

Ainsi, les journalistes allemands affirment que le patron de Mercedes, Ola Kallenius, « intensifie les mesures d'austérité – notamment parce que les suppressions d'emplois n'avancent pas aussi vite que prévu ». De ce fait, la direction aurait décidé d'accélérer le plan de réduction de plus de 5 milliards d'euros d'un an, soit fin



2026. Un fait que conteste le constructeur allemand qui stipule que « les plans avancent comme prévu » et qu'il n'y aurait pas eu de modification. Il n'empêche, les récents départs du groupe Mercedes-Benz ont de quoi poser question. La plus médiatique évidemment, celle du chef du design Gordon Wagener, qui avait notamment été responsable de la Classe A de 2012 qui avait donc quelques succès à son actif. C'est Bastian Baudy, l'actuel direc-

teur du style des AMG, qui prendra sa place. Gordon Wagener avait toutefois été critiqué pour ses choix plus récents, en particulier sur les modèles EQ avec des courbes trop douces et rondes qui ont quelque peu dilué l'identité Mercedes. Plusieurs autres départs « volontaires » (c'est en tout cas ce qui est annoncé) sont à noter : Torsten Eder (responsable du groupe motopropulseurs électrifiés) et Thomas Hellmuth (responsable de la

carrosserie et de la sécurité) ou encore le directeur des achats, Gunnar Günthenke.

Un problème d'arrêts maladie ?

Ola Kallenius appliquerait-il la méthode Tavares, à savoir la main lourde sur les réductions de coûts ? En tout cas, l'année dernière, il avait déjà pesté contre un taux d'absentéisme dû aux arrêts maladie, parmi les plus hauts d'Allemagne. La DRH du groupe, Britta Seeger, a confirmé qu'il y avait quelques soucis mais pas sur toutes les usines Mercedes. La situation se serait même améliorée depuis fin 2024. « Nous avons pris des mesures disciplinaires à l'encontre de quelques personnes ayant eu un comportement inapproprié. Cela envoie également un message positif aux employés qui se surpassent au quotidien », assure-t-elle. Mais le taux d'arrêts maladie chez Mercedes serait encore trop élevé au regard des « normes internationales ». Vous avez dit la Chine ?

Mots fléchés

MODIFIE LA HAUTEUR ANCÊTRE DU PIANO		PARTIE DE L'OÏL FAIT VIBRER LES CORDES		QUOTE-PART MORCEAU POUR SCHUBERT		À MOITIÉ NOIRES VAGUE SPORTIVE		INSTRUMENT POUR CASSE- NOISETTE OU HARRY POTTER		TÉNOR ITALIEN		SONATE À REFRAIN MÈNE À LA BAGUETTE		PETIT CUBE COLLECTÉS		COUPÉ COURT
										VÉNÉRER						
ORNEMENT MUSICAL RÉSERVOIR								DIRIGE LE METROPOLI- TAN OPERA FIBRE TEXTILE							CARBURANT	
										DIFFICILES À JOUER						
RHÉSUS TENDENT À NOUVEAU L'OREILLE			TOUR DE TAILLE		AU-DESSUS DES ANGLAIS	MAUVAIS COMÉDIENS ENTRE DEUX NOTES										MORCEAU DE VIOLON
										AU MILIEU DE LA LOGE COMPOSI- TEUR DE LOUIS XIV			BAIE AU JAPON LIQUEUR DE GENTIANE			
ANCIEN FRANÇAIS	VITESSES D'EXÉCUTION ESPÈCES SONNANTES							TÊTES COURONNÉES NÉGATION								
		ADRESSE SUR INTERNET PULVÉRISA			SOCIÉTÉ CHORALE		N'A COMPOSÉ QUE 9 SYMPHONIES		CLÉ DES CHANTS RACINE EN CONFISERIE			BASSE OBSTINÉE		AVANT JÉSUS- CHRIST		
PETIT TEMPO MORCEAU POUR CHOPIN						COMPOSI- TEUR FRANÇAIS PRÉFIXE DE NOUVEAUTÉ								DÉMON- STRATIF INSTRUMENT À ROUE		
								ARTICLE ÉTRANGER ÉLÉMENT DE POULIE			MONTE AU PRINTEMPS LES PAYS-BAS SUR LE WEB					HAUSSE LE TON
RÉCOLTE ANTIQUE VÉHICULE				OEUVRE D'EDVARD GRIEG								INSTRUMENT À CORDES		THALLIUM AU LABO		
				LIEU DE SÉJOUR FRACTION DE SECONDE						COMPOSI- TEUR AUTRICHIEN DANS LA GAMME						
DU BOIS POUR LES DIÈSES PRÉFIXE D'ÉGALITÉ						COMÉDIE MUSICALE DE PIANO, DANS UN FILM DE 1993					SANS VALEUR APLANIT					
			PASSAGE SOLITAIRE SÉBASTIEN INTIME					MOZART Y PLAÇA UN ENLÈVEMENT CLAVECIN							DÉPARTE- MENT N°46	
"BOULE DE NEIGE" DANS LE JARDIN	MOEURS DÉSUÊTES CHARPENTE DU PIANO			PLAQUES DE NEIGE FIXER SOLIDEMENT						ÉPREUVE DE TROT						
					POUSSE EN FORÊT GRAND FLEUVE					REPTILE				MOUSSEUX ITALIEN		OPPOSÉE À LA CANTATE
CÉLÈBRE POUR UN ADAGIO MÉDECIN SPÉCIALISTE									SECTEUR DE VENT PÉRIODE			RONGEURS ÉTENDU				
			BOISSON ROUGE ENJOUÉE				TRESSÉES DEUXIÈME SOUS SOL								VILLE DU MORBIHAN	
AUTEUR D'UN BOLÉRO COUP DE BAGUETTES						FUT REM- PLACÉ PAR LE SCHERZO PETITE FORMATION							DIX À LONDRES DEVISES ROUMAINES			
		L'ITALIE SUR LE WEB GROUPE SANGUIN			PRONONCÉ				LIEU D'ENREGIS- TREMENT		MIT AU LIT LAWRENCIUM AU LABO					
MARQUE DE PIANOS COMPOSA L'OPÉRA OBERON							ORNEMENT MUSICAL							AGENT DE LIAISON		
					À LA JOIE CHEZ BEETHOVEN				ABSOLUE CHEZ CERTAINS							

Incendie dans des magasins de prêt-à-porter à Dely Ibrahim: aucune perte humaine

Aucune perte humaine n'a été déplorée dans l'incendie déclaré à 3H22 dans des magasins de prêt-à-porter dans la commune de Dely Ibrahim à Alger, a annoncé, vendredi, la Direction générale de la Protection civile (DGPC). Suite à l'incendie qui s'est déclaré dans deux villas exploitées comme magasins de prêt-à-porter, au niveau de la cité 11 Décembre 1960, commune de Dely Ibrahim (daïra de Cheraga), huit (8) camions citernes, une ambulance et une échelle mécanique ont été mobilisés à cet effet, précise la même source. L'incendie a été totalement maîtrisé à 5H50 et aucune perte humaine n'a été déplorée, ajoute le communiqué.



PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POUR LA LITTÉRATURE ET LA LANGUE ARABE

Le Premier ministre préside la cérémonie

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, jeudi au Centre international de conférences (CIC) "Abdelatif Rahal" (Alger), le lancement des activités de la célébration de la Journée mondiale de la langue arabe et la cérémonie de remise du Prix du président de la République pour la littérature et la langue arabe dans sa première édition. Le Prix couvre quatre domaines, à savoir "l'essor de la langue arabe" qui englobe les œuvres liées à la promotion de son utilisation dans divers aspects de la vie, "la domiciliation des connaissances" qui concerne les projets de recherche dans les domaines scientifiques et technologiques, et "La traduction" qui porte sur les recherches à valeur scientifique et technologique, notamment les plus récentes, pour être au diapason des évolutions scientifiques et technologiques. Le quatrième et dernier domaine intitulé "littérature et créativité" a trait au développement des recherches littéraires et créatives qui aiguïsent le goût collectif et artistique, d'une part, et ravivent le sentiment de fierté et d'appartenance à la nation, d'autre part. La cérémonie de remise du Prix du président de la République pour la littérature et la langue arabe, à laquelle ont assisté des membres du Gouvernement, et des présidents et représentants d'organismes officiels, s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la langue arabe, sous le slogan: "Perspectives innovantes pour la langue arabe: des politiques et des pratiques pour façonner un avenir linguistique plus inclusif".

ENTRE SURPLUS D'OFFRE ET RISQUE GÉOPOLITIQUE

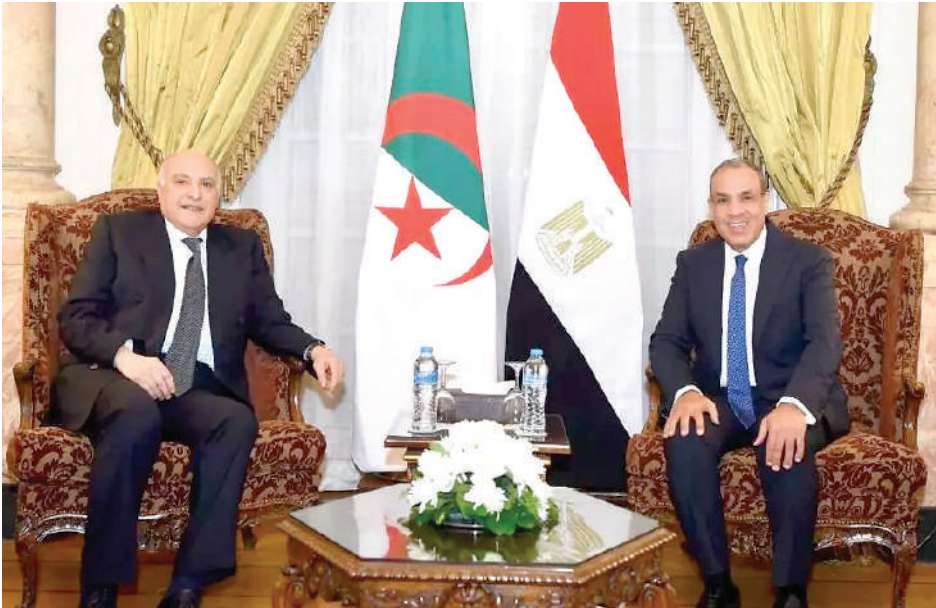
Le pétrole en suspens

Les cours du pétrole hésitent vendredi, les signes d'un excédent d'offre sur le marché faisant baisser les prix mais le risque de sanctions américaines les soutenant. Vers 11H00 GMT (12H00 HEC), le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, gagnait 0,03% à 59,84 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en janvier, dont c'est le dernier jour de cotation, reculait de 0,30% à 55,98 dollars. "La bataille sur les marchés entre les craintes d'une surabondance et les risques liés à l'approvisionnement en raison des sanctions et de la géopolitique se poursuit", affirment les analystes de DNB Carnegie. "Les stocks mondiaux de pétrole", qui comprennent brut, produits pétroliers et pétrole en mer, "ont augmenté de 19,1 millions de barils la semaine dernière" soulignent-ils s'appuyant sur les informations de Platts, une entreprise qui fournit des données sur le marché pétrolier. Certains dirigeants ont par ailleurs fait part d'avancées dans les discussions autour de la fin de la guerre en Ukraine, ce qui a jusqu'à présent contribué au recul des cours du pétrole. Selon plusieurs analystes, un accord faciliterait la levée des sanctions américaines et permettrait à la Russie d'exporter davantage de barils, ajoutant une pression supplémentaire à une offre déjà abondante. Mais le marché intègre progressivement la perspective de nouvelles sanctions américaines sur le secteur énergétique russe "destinées à accroître la pression sur Moscou dans le cadre des discussions autour de l'Ukraine" affirme John Plassard, analyste de Cité Gestion Private Bank. Les Américains vont de nouveau discuter séparément avec Ukrainiens et Russes dans les jours qui viennent. La crise entre les Etats-Unis et le Venezuela se poursuit également, mais avec un effet limité sur les prix du brut. Si le pays d'Amérique du Sud possède les plus grandes réserves prouvées de brut au monde, sa production d'environ un million de barils par jour est très loin de celles des principaux producteurs. Et le blocus par Washington des pétroliers sanctionnés opérant vers et depuis le Venezuela "ne s'est pas encore concrétisé", souligne M. Evans.

2e SESSION DU FORUM DE PARTENARIAT AFRIQUE-RUSSIE

Attaf s'entretient au Caire avec son homologue égyptien

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, s'est entretenu, vendredi au Palais Al-Tahrir au Caire, avec son homologue égyptien, M. Badr Abdelatty, dans le cadre de sa visite officielle en Egypte pour prendre part à la 2e session du Forum de partenariat Afrique-Russie au niveau ministériel, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, les deux ministres ont passé en revue "les conclusions de la 9e session de la Grande Commission mixte algéro-égyptienne, tenue au Caire le 26 novembre dernier". Ainsi, ils ont salué la qualité de ces conclusions et souligné l'attention particulière accordée par les dirigeants des deux pays frères, le président M. Abdelmadjid Tebboune et son frère le président Abdel Fattah Al-Sissi, à tout ce qui contribue au développement des relations de fraternité, de coopération et de partenariat entre l'Algérie et l'Egypte", précise le communiqué. S'agissant de la situation régionale et internationale, la réunion a constitué une occasion d'échanger les vues sur un ensemble de questions d'intérêt commun pour les deux pays frères, ajoute le communiqué. "Il s'agit de la situation à Ghaza en particulier et de la cause palestinienne en général, ainsi que des crises au Soudan et en Libye et des développements de la situation sécuritaire et politique dans



la région sahélo-saharienne", conclut le communiqué.

Par ailleurs, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, s'est entretenu, également avec le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération est-africaine de la République-Unie de Tanzanie, M. Mahmoud Thabit Kombo, dans le cadre de sa visite officielle au Caire (Egypte) pour prendre part à la 2e session du Forum de partenariat Afrique-Russie au niveau ministériel, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre qui s'est déroulée en présence du ministre tanzanien de l'Information, de la Culture, des Arts et des Sports, M. Palamagamba Kabudi, les deux parties ont procédé à "une évaluation globale des relations de coopération entre les deux pays et à un examen des perspectives de leur renforcement, notamment dans les domaines de l'industrie pharmaceutique, des transports, du tourisme et de l'énergie", précise la même source. Les deux parties sont également convenues de "tenir la prochaine session de la Commission de coopération économique entre les deux pays".

MASCARA

Saisie de plus de 13 kg de kif traité et arrestation de quatre individus

Les services de la Sûreté de la wilaya de Mascara ont procédé, récemment, à la saisie de plus de 13 kilogrammes de kif traité, ainsi que plus de 4600 comprimés de psychotropes, et à l'arrestation de quatre individus impliqués dans cette affaire, a-t-on appris, vendredi, auprès de ce corps de sécurité. Selon la même source, cette opération fait suite à des informations reçues par les services de police, faisant état de la détention par un individu d'une quantité

de kif traité et de psychotropes dans son domicile familial, ainsi que dans son exploitation agricole, située dans la commune de Mascara, dans le but de les écouler en milieu urbain. Le domicile et l'exploitation agricole ont été perquisitionnés, permettant la saisie de plus de 3 kg de kif traité et de plus de 4.600 comprimés de psychotropes, en plus de la saisie d'un véhicule touristique et l'arrestation du suspect. La même source a ajouté que, lors

de l'enquête menée avec le premier suspect, ce dernier a révélé l'identité de son principal fournisseur, résidant dans la ville de Tighennif. Celui-ci a été arrêté et a, à son tour, dévoilé l'identité d'un autre complice. Ce dernier a été interpellé et son domicile, situé dans la ville de Mascara, a été fouillé, ce qui a permis la saisie de 10 kg de kif traité, ainsi qu'une somme d'argent de 310.000 dinars provenant des revenus de la vente de ces substances toxiques.

L'exploitation des preuves techniques a également permis l'arrestation d'un quatrième suspect et la saisie d'un véhicule touristique qu'il utilisait pour la distribution des psychotropes. Les personnes arrêtées ont été présentées devant le procureur de la République près le tribunal de Mascara, qui a ordonné leur placement en détention provisoire, selon la même source.

COMMUNICATION

Le ministre préside la clôture d'une session de formation en langue anglaise au profit de journalistes des médias publics

Le ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama, a présidé la clôture d'une session de formation en langue anglaise, au profit de journalistes des médias publics, qui a porté sur "le débat de l'actualité et de l'information", indique, jeudi, un communiqué du ministère. Organisée en coordination avec le Centre international de presse (CIP), et en partenariat avec l'institut Berlitz

Algérie, la session, qui a pris fin mercredi, s'inscrit dans le cadre de "la mise en œuvre du plan d'action du gouvernement, notamment dans son volet relatif au développement de la communication institutionnelle, et conformément aux orientations des autorités publiques visant à promouvoir la langue anglaise dans les différents domaines, pour être en phase avec les transformations effrénées du

champs médiatique", précise la même source. Cette formation vise à "renforcer les capacités professionnelles des journalistes, à travers un programme de formation alliant aspect théorique et pratique, via des cours spécialisés appuyés par des workshops pour améliorer la performance professionnelle, selon les normes internationales modernes de la pratique journalistique", selon la même source.